



COMPTES ANNUELS
du
GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au
31 décembre 2013

Table des matières

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITE	2
RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES	3
COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS	6
COMPTE ANNUELS	8
Compte de résultat	9
Bilan	10
Etat des mouvements de la trésorerie	11
Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation	13
Etat de l'évolution de la situation nette	14
Compte des emprunts	18
Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise	19
Etat des emprunts (ventilés)	20
Etat des engagements	21
Etat des risques financiers spécifiques	22
Etat des secteurs – Compte d'exploitation financière du fonds de développement	24
Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement	25
Déclaration des principes comptables	26
NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS	30
Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	30
Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux	31
Note 2 : Charges et recouvrements	32
Note 3 : Revenu de placement	32
Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds	33
Note 5 : Analyse des dépenses	34
Note 6 : Dépenses de personnel	35
Note 7 : Dépenses d'exploitation	36
Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements	37
Note 9 : Créances	38
Note 10 : Avances et charges payées d'avance	38
Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat	40
Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel)	45
Note 13 : Charges à payer et Provisions	46
Note 14 : Prestations dues aux employés	47
Note 15 : Passif sur comptes en fiducie	48
Note 16 : Instruments financiers	49
Note 17 : Parties liées	54
Note 18 : Evénements ultérieurs à la date de clôture des comptes	54
AUTRES ETATS	55
Récapitulatif des affectations par Ministère	56
Récapitulatif des affectations	57
Etat des dépenses non autorisées	65
Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement	66

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITÉ

Ministre des Finances et de la Gestion économique

C'est avec grand plaisir que je présente les états financiers du gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice 2013.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.



Le ministre des Finances et de la Gestion économique
L'Honorable Gaetan Pikioune (MP)

Le Directeur général du Ministère des Finances et de la Gestion économique

Les présents comptes annuels ont été préparés par le ministère des Finances et de la Gestion économique en conformité avec les dispositions de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. Ces états financiers ont été compilés suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible.

Le ministère des Finances et de la Gestion économique est chargé de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne destiné à apporter une assurance raisonnable de ce que les opérations répertoriées respectent l'autorité légale et reflètent correctement l'utilisation de toutes les ressources financières par le gouvernement. A ma connaissance, ce système de contrôle interne a fonctionné de manière adéquate tout au long de la période de publicité.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finance publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.



Le Directeur Général par Intérim
Ministère des Finances et de la Gestion économique
Tony Amos Sewen



RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES AU PARLEMENT SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS DE VANUATU POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2013

Conformément à l'article 25.5) de la Constitution de la République de Vanuatu et l'article 27 de la Loi No. 3 de 1998 sur l'Examen des Dépenses et le Contrôle des Comptes (telle que modifiée), j'ai vérifié les comptes annuels de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés) pour l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Les comptes annuels présentés aux pages 6 à 64 ont été préparés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IAS/IFRS) et aux Normes Comptables Internationales du Secteur Public (IPSAS) publiées par la Fédération internationale des Experts-Comptables telles qu'indiquées dans les conventions comptables énoncées aux pages 23 à 26.

Responsabilités respectives du gouvernement et des vérificateurs

Comme indiqué à la page 2, le gouvernement est responsable de la préparation des comptes annuels. Ma responsabilité consiste à formuler une opinion impartiale de ces comptes, sur la base de ma vérification, et de vous en rendre compte.

Base de l'opinion

J'ai mené ma vérification conformément aux normes de vérification internationales édictées par l'Organisation internationale des Institutions supérieures de vérification, sauf que l'étendue de ma revision a été limitée comme expliqué ci-dessous.

Une vérification comprend l'examen, par sondages, des informations probantes relatives aux montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle comprend également une appréciation des estimations et raisons significatives adoptées par le gouvernement dans l'établissement des comptes annuels et de la question de savoir si les conventions comptables appliquées sont adaptées aux circonstances du gouvernement, appliquées de manière constante et adéquatement présentées.

Une vérification doit pouvoir obtenir toutes les informations et explications que je considère nécessaires pour m'apporter suffisamment d'informations probantes et un degré raisonnable de certitude que les comptes annuels ne comportent pas de déclarations erronées, que celles-ci soient attribuables à une fraude ou autre irrégularité ou à une erreur.

L'étendue de la présente vérification a été limitée en raison des facteurs suivants :

- Les soldes d'ouverture portés au bilan ne pouvaient être vérifiés en raison de l'absence d'opinion délivrée sur les états financiers au 31 décembre 2012;
- L'évaluation des terrains, constructions et matériel pour un montant de VT36.298 millions n'a pu être vérifiée avec exactitude parce que les méthodes d'évaluation utilisées ne sont pas conformes aux normes comptables, les éléments d'actifs provenant de donations ne sont pas comptabilisés correctement et le registre des immobilisations est incomplet;
- Les comptes annuels de certaines entreprises d'État (EE) ne sont pas d'actualité et/ou n'ont pas été vérifiés, ce qui jette le doute sur les chiffres qui sont avancés dans les états financiers;
- Les informations se rapportant aux engagements et risques généraux (procédures judiciaires et litiges) n'ont pas été mises à jour ou vérifiées pour l'exercice 2013 faute d'information en temps voulu ;
- Des confirmations de tiers n'ont pas été reçues pour attester des soldes significatifs d'avances à des EE, de subventions du gouvernement et d'apports de bailleurs de fonds; et
- Des informations et des explications demandées au sujet d'un certain nombre de soldes présentés dans les comptes n'ont pas été fournies aux vérificateurs.

Opinion avec réserve: Absence d'opinion du fait de l'étendue limitée

En conséquence de ce qui précède, et de l'effet des informations limitées à ma disposition, je ne suis pas en mesure de former une opinion quant à savoir si les états financiers donnent un aperçu fidèle et juste de la situation financière de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu au 31 décembre 2013 et des résultats d'exploitation à la clôture de cet exercice.

Qui plus est :

- La condition requise par la loi de préparer les états tous les ans et de les soumettre au bureau du Contrôleur général des comptes dans les trois mois de la date d'arrêté des comptes n'a pas été remplie comme l'exige l'article 25 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. En conséquence, la condition requise de présenter des états financiers vérifiés au Parlement en temps voulu n'a pas été respectée ;
- Les dépassements de crédit à l'échelon ministériel et au plan des activités ne sont pas conformes à l'article 32 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique qui stipule que le gouvernement ne doit pas encourir une dépense ou une dette à moins que celle-ci ne puisse être imputée à un programme ou une activité d'un pouvoir public. Le dépassement enfreint d'ailleurs le Règlement 3.1 (Règlements financiers) qui stipule que "toute dépense dont le paiement a été
- L'absence de présentation d'information budgétaire sur la même base que les états financiers est contraire aux conditions requises du Règlement 12.3 des Règlements financiers et de la norme 24 des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS);
- L'article 47 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique stipule que tout argent géré en fiducie par l'état doit être comptabilisé séparément des fonds publics et détenu sur un compte bancaire distinct. Or ces impératifs n'ont pas été respectés ;
- La déclaration dans les conventions comptables comme quoi les comptes ont été établis conformément aux Normes Comptables Internationales du Secteur Public (IPSAS) ne peut être satisfaite, car il existe des carences d'information qui nécessitent de plus amples explications pour non publicité.

Toutes les violations des lois et les questions se rapportant à la "limitation de l'étendue" ont été signalées et discutées plus en détail dans le rapport de gestion délivré pour la présente vérification.

Impartialité

En menant la vérification, nous avons suivi les conditions d'impartialité requises de la part de la fonction de Contrôleur général des comptes de Vanuatu, qui reprennent les conditions d'impartialité prévues dans les normes de vérification internationales.

En dehors de la vérification, nous n'avons aucun lien avec, ni d'intérêt dans l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés).



John Path
Contrôleur Général des Comptes

27 septembre 2016
Port-Vila, Vanuatu

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

Ces états financiers représentent les comptes annuels du système d'exercice préparés pour le gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice clos au 31 décembre 2013. Les états ont été établis suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible. Là où les états financiers ne sont pas entièrement conformes à ces normes, il en est fait mention dans les notes jointes aux comptes.

Le solde d'exploitation du gouvernement est de -1,158 millions en 2013 contre -498 millions en 2012. Ci-suit un bref commentaire sur chacun des principaux états inclus dans les présents comptes :

Le Bilan

Le bilan affiche l'actif et le passif de l'Etat. En 2001, le gouvernement de Vanuatu a commencé le processus d'identifier tous ses éléments d'actif et de passif devant figurer dans les états financiers en vue de passer de la comptabilité de caisse (système de la gestion) à la comptabilité en créances et dettes en 2002. Toutes les dettes au passif ont été prises en compte pour la première fois dans les états financiers en 2002 et un redressement a été effectué sur le compte de capitaux propres pour traduire la prise en compte de ce passif dans les livres. Auparavant, celui-ci figurait à part, dans l'état des emprunts, et non pas dans le bilan.

En outre, pour l'exercice 2003, le gouvernement a pris en compte la valeur des immobilisations de l'Etat et des investissements dans des entreprises d'Etat dans le bilan même. Le redressement nécessaire pour ce faire a entraîné la création d'une importante plus-value de réévaluation comme composante du compte de capital de l'Etat. Le processus d'identification et d'évaluation des avoirs appartenant à l'Etat se poursuit et d'autres éléments d'actif et de passif ont été portés au bilan au fur et à mesure de leur identification et de leur évaluation.

La valeur nette de l'Etat à la clôture de l'exercice 2013 se monte à 23,412 milliards de vatu, comme indiqué ci-dessous :

	2013 vatu million	2012 vatu million
Bilan		
Actif	48.735	49.744
Passif	25.323	24.883
Valeur nette	23.412	24.861

Compte de résultat

Le compte de résultat montre les recettes et les dépenses totales du gouvernement chaque année. L'excédent ou le déficit net des entreprises d'Etat y est compris aussi pour indiquer le solde d'exploitation de toute l'entité de publication publique à la fin de chaque exercice. Ce compte comprend quelques autres postes qui ne figuraient pas dans les comptes antérieurs établis selon le système de la gestion, tels que l'amortissement des éléments d'actif et les pertes ou gains sur le change sur les emprunts. Suit un résumé du compte de résultat consolidé :

	2013 vatu million	2012 vatu million
Résultats consolidés		
Recettes	17.088	16.807
Dépenses	17.738	17.697
Recettes moins dépenses	(650)	(890)
Excédent /(déficit) net des EE	(508)	392
Solde d'exploitation	(1.158)	(498)

Si l'on exclut les activités financées par des bailleurs de fonds, le compte de résultat du fonds de fonctionnement affiche un solde d'exploitation (gains sur le change non compris) de -627 millions de vatu pour 2013 et -362 millions de vatu en 2012, comme suit :

	2013 vatu million	2012 vatu million
Résultats du Fonds de fonctionnement		
Recettes	15.256	14.735
Dépenses	15.553	15.091
Recettes moins dépenses	(297)	(356)
Excédent / (déficit) net des EE	(508)	392
Solde d'exploitation	(805)	36
moins mouvements de devises étrangères	178	(398)
Solde d'exploitation après redressement	(627)	(362)

Compte des emprunts

Les emprunts extérieurs ont diminué de 9.702 millions à 9.443 millions en 2013 suite à des remboursements de capital et des gains de change non matérialisés sur le solde restant à payer. Les emprunts intérieurs ont augmenté de 5.623 millions à 5.930 millions, le gouvernement ayant emprunté 306 millions supplémentaires sur le marché intérieur pour financer les déficits en cours et combler les déficits de trésorerie causés par les déficits d'exercices antérieurs.

	2013 vatu million	2012 vatu million
Emprunts		
Emprunts en devises étrangères	9.443	9.702
Emprunts intérieurs	5.930	5.623
Total des emprunts	15.373	15.326

COMPTE ANNUELS

du

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au 31 décembre 2013

Compte de résultat
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	Notes	2013 vatu million	2012 vatu million
Recettes			
perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat			
Taxes	1	10.931	10.645
Droits de patente et d'enregistrement	1	2.196	1.553
Autres recettes souveraines	1	537	735
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	1	13.664	12.933
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat			
Charges et recouvrements	2	987	1,084
Revenu de placement	3	37	260
Total des recettes perçues au titre des opérations d'Etat		1.024	1.344
Autres recettes			
Contributions de bailleurs de fonds	4	2.578	2.132
Pertes sur la vente de placements	11	-	-
Gains/(pertes) sur le change		(178)	398
Total des autres recettes		2,400	2,530
Total des Recettes		17.088	16.807
Dépenses	5		
Dépenses de personnel	6	9.628	9.439
Dépenses de fonctionnement	7	3.725	3.723
Subventions, subsides et virements	8	2.166	2.368
Frais financiers		564	509
Amortissement des actifs	12	1.452	1.413
Passation en charges		203	245
Total des Dépenses	5	17.738	17.697
Recettes moins Dépenses		(650)	(890)
Excédent / (Déficit) net, moins répartitions, attribuable aux Entreprises d'Etat	11	(508)	392
Solde d'exploitation		(1.158)	(498)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note: Le compte des résultats englobe toutes les recettes et les dépenses des fonds de fonctionnement et de développement. L'état des secteurs contient des comptes d'activités financières et de résultats distincts pour le fonds de fonctionnement et le fonds de développement.

Bilan
(au 31 décembre 2013)

	Note	2013 vatu million	2012 vatu million
Actif			
En caisse et en banque		2.855	2.887
Créances	9	1.624	1.683
Avances	10	277	1.361
Charges payées d'avance	10	62	92
Investissements dans les Entreprises d'Etat	11	7.527	7.136
Biens de production	12	36.298	36.492
Travaux d'investissement en capital en cours	12	-	93
Total Actif		48.735	49.744
Passif			
Passif à court terme			
Créditeurs et provisions	13	1.129	952
Prestations dues aux employés	14	8.034	7.931
Passif non exigible à court terme			
Dettes comptes en fiducie	15	787	674
Emprunts		15.373	15.326
Total Passif		25.323	24.883
Total Actif moins Total Passif		23.412	24.861
Valeur nette			
Solde fonds de fonctionnement		7.371	7.769
Solde fonds de développement		1.612	1.965
Réserve spéciale		10.169	10.169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables		4.260	4.958
Total valeur nette		23.412	24.861

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note: Le bilan comprend tous les éléments d'actif et de passif relatifs aux fonds de fonctionnement, de fiducie et de développement.
Des précisions sur les emprunts figurent dans le compte des emprunts.
Des précisions sur l'évolution de la situation nette (valeur nette) sont apportées dans l'état de l'évolution de la situation nette

Etat des mouvements de la trésorerie
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
FLUX DE L'ENCAISSE – ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Rentrées de fonds provenant de :		
Taxes	11.131	10.680
Droits de patente et d'enregistrement	2.140	1.514
Contributions de bailleurs de fonds	2.393	2.154
Autres recettes souveraines	526	721
Revenu de placement	133	182
Autres encaissements de fonctionnement	929	911
Total encaisse de fonctionnement	17.252	16.162
Décaissements :		
Paielements du personnel	9.194	9.112
Paielements de fonctionnement	3.911	4.134
Subsides et virements	2.172	2.372
Frais financiers	552	448
Total décaissement de fonctionnement	15.829	16.066
Encaisse nette de fonctionnement	1.423	96
FLUX DE L'ENCAISSE – ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Rentrées de fonds provenant de		
Vente d'éléments d'actif physiques	-	-
Remboursement d'avances par des EE	79	441
Dette d'Air Vanuatu échangée pour des actions	899	
Vente d'investissements	-	-
Total encaisse d'investissement	978	441
Décaissements:		
Achat d'actifs matériels	1.457	1.207
Investissement dans des EE	899	608
Total décaissement d'investissement	2.356	1.815
Encaisse nette d'investissement	(1.378)	(1.374)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers

Etat des mouvements de la trésorerie (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
FLUX DE L'ENCAISSE – ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Rentrées de fonds provenant de :		
Déblocage d'emprunts intérieurs	1.422	1.990
Déblocage d'emprunts extérieurs	-	-
Financement provenant de Vanuatu Post Ltd	-	275
Rentrées /(Paiements) net de fonds en fiducie	81	68
Total encaisse des activités de financement	1.503	2.333
Décaissements :		
Remboursement d'emprunts intérieurs	1.115	602
Remboursement d'emprunts extérieurs	465	336
Total décaissements pour activités de financement	1.580	938
Flux monétaire net des activités de financement	(77)	1.395
Augmentation /(Diminution) nette de l'encaisse	(32)	117
Plus solde d'ouverture	2.887	2.770
Solde de clôture	2.855	2.887
NOTES:		
Vérification des soldes	2.855	2.887
Ecart	-	-
Calcul de régularisation		
Mouvement au plan d'exploitation	1.188	(1.241)
Mouvement au plan d'investissement	(1.378)	(1.374)
Mouvement au plan de financement	(77)	1,395
Total mouvement avant régularisation	(267)	(1.220)
Solde d'ouverture de l'encaisse	2.887	2.770
Solde de clôture de l'encaisse	2.855	2.887

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation

(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Flux de l'encaisse nets provenant d'exploitation	1.423	96
Postes inclus dans solde d'exploitation mais non pas dans les flux d'encaisse nets d'exploitation		
Evolution des évaluations		
Gains/(pertes) nets sur le change non matérialisés	(178)	401
Passations en charges hors caisse	(203)	-
Total évolution des évaluations	(381)	401
Mouvements d'actif		
Amortissement	(1.452)	(1.413)
Excédent/(déficit) net, moins répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat	(508)	392
Autres mouvements d'actif	108	64
Total Mouvements d'actif	(1.852)	(957)
Mouvements au niveau du capital de roulement		
Augmentation/(diminution) des créances	(59)	223
Augmentation/(Diminution) des avances aux employés	(9)	8
(Augmentation)/Diminution des charges à payer et provisions	(177)	(92)
Moins ce qui est dû à Vanuatu Post pour achat d'actions	-	183
(Augmentation)/Diminution des prestations aux employés	(103)	(360)
Total Mouvements Capital de roulement	(348)	(38)
Solde d'exploitation	(1.158)	(498)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Solde d'ouverture Situation nette		
Fonds de fonctionnement	7.769	7.325
Fonds de développement	1.965	2.499
Réserve spéciale	10.169	10.169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	4.958	5.461
Solde d'ouverte de la situation nette	24.861	25.454
Excédent / (Déficit) net		
Fonds de fonctionnement	(805)	36
Fonds de développement	(353)	(534)
Excédent / (Déficit) net	(1.158)	(498)
Autres Mouvements		
Fonds de fonctionnement	407	408
Réserve spéciale	-	-
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	(698)	(503)
Autres Mouvements	(291)	(95)
Solde de clôture		
Fonds de fonctionnement	7.371	7.769
Fonds de développement	1.612	1.965
Réserve spéciale	10.169	10.169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	4.260	4.958
Solde de clôture de la situation nette	23.412	24.861

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette (suite) (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

Solde du fonds de fonctionnement

	2013 vatu million	2012 vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Fonctionnement	7.769	7.325
Excédent/(Déficit) net de l'exercice	(805)	36
Transfert de plus-value de réévaluation d'immobilisations amortissables	407	407
Soldes des constructions en cours transférés du fonds de développement	-	2
Arrondi		(1)
Solde de clôture Fonds de Fonctionnement	7.371	7.769

L'excédent/(Déficit) net pour l'exercice comprend l'amortissement pour toutes les immobilisations. Ces éléments d'actif ont été, en grande partie, introduits dans le bilan en 2003 et c'est alors qu'une plus-value de réévaluation a été établie pour les immobilisations amortissables en cette année. Celles-ci avaient été imputées aux dépenses dans les exercices antérieurs et il n'a pas été possible de reprendre les comptes antérieurs pour refléter ce changement. Afin de refléter l'évolution réelle du solde du fonds de fonctionnement de façon plus pertinente, l'amortissement pour tous les éléments d'actif est constaté comme dépense dans le compte des résultats, tandis que l'amortissement des éléments d'actif rapportés et réévalués par rapport à la plus-value de réévaluation est porté comme étant un transfert de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables dans l'état de l'évolution de la situation nette.

Solde du fonds de développement

	2013 vatu million	2012 vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Développement	1.965	2.499
Excédent/(Déficit) de l'exercice	(353)	(534)
Solde de clôture Fonds de Développement	1.612	1.965

Le solde du fonds de développement représente des montants provenant de bailleurs de fonds pour des projets de développement qui n'ont pas encore été dépensés. Ceux-ci sont tenus en réserve pour chaque projet approuvé jusqu'à ce qu'ils soient engagés au titre des dépenses par le ministère ou l'instance chargée du projet. Les apports de bailleurs de fonds sont déposés sur un compte en fiducie distinct à la Banque de Réserve.

Rapprochement de la dette impayée pour contributions de bailleurs de fonds non dépensées et du compte bancaire du Fonds de développement

	2013 vatu million	2012 vatu million
Rapprochement des soldes du fonds de développement		
Solde des contributions non dépensées de bailleurs de fonds	1.612	1.965
Solde du compte bancaire du fonds de développement	1.667	2.118
Espèces dues au compte bancaire du fonds de développement (55)	(153)	
Solde d'autres comptes bancaires (pour combler les espèces dues au Fonds de Développement)	1.188	769

Les apports de bailleurs de fonds sont versés sur un compte en fiducie à part à la Banque de Réserve. Le gouvernement prélève les paiements pour des projets de bailleurs de fonds sur le compte bancaire principal et retire suffisamment du compte en fiducie du fonds de développement pour faire face aux paiements anticipés du mois suivant. De ce fait, le solde du compte bancaire du fonds de développement pourra être différent du montant total restant à dépenser. La différence entre le passif que constituent les apports non dépensés des bailleurs de fonds et le solde en compte bancaire est indiquée dans le rapprochement ci-dessus. En 2013 le solde détenu sur le compte en fiducie du fonds de développement était de

55 millions de plus que les apports non dépensés des bailleurs de fonds, tandis qu'en 2012, il y avait 153 millions de plus détenus sur le compte bancaire du Fonds de développement que ce qui avait été fourni par les bailleurs de fonds qui n'avaient pas encore été dépensés.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

Solde de la réserve spéciale

	2013	2012
	vatu million	vatu million
Solde d'ouverture Réserve Spéciale	10.169	10.169
Nouvelles provisions en 2012 ou 2013	-	-
Solde de clôture Réserve Spéciale	10.169	10.169

La réserve spéciale comporte les postes (à l'exclusion d'immobilisations amortissables) portés au bilan lors de la transition de la méthode de la comptabilité de caisse à celle de la comptabilité en créances et dettes. Y sont compris les soldes d'ouverture pour les entreprises d'Etat, les provisions pour indemnités d'ancienneté, les créances, les comptes fournisseurs, etc. lorsqu'ils ont été portés pour la première fois au bilan.

Solde de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables

	2013	2012
	vatu million	vatu million
Solde d'ouverture Plus-value de réévaluation de l'actif amortissable	4.958	5.461
Soldes de la réévaluation des immobilisations prise en compte dans le bilan	(291)	(96)
Virement au solde du fonds de fonctionnement pour amortissement imputé à l'actif rapporté	(407)	(407)
Solde de clôture Plus-value de réévaluation de l'actif amortissable	4.260	4.958

Les immobilisations du gouvernement ont été réévaluées et portées au bilan de 2003. D'autres sont venues s'y ajouter au cours des exercices ultérieurs. La plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables a été établie pour constater cette réévaluation. L'amortissement d'éléments d'actif rapportés à cette plus-value dans chaque exercice est viré au solde du fonds de fonctionnement et à terme, cette plus-value sera graduellement ramenée à zéro au fur et à mesure que les éléments d'actif sont entièrement amortis.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Compte des emprunts (au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Emprunts en devises étrangères		
Solde d'ouverture	9.702	10.441
Prélèvements de capital	-	-
Remboursements de capital	(465)	(336)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	206	(403)
Solde de clôture	9.443	9.702
Emprunts intérieurs		
Solde d'ouverture	5.623	4.235
Prélèvements de capital	1.422	1.990
Remboursements de capital	(1.115)	(602)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	-	-
Solde de clôture	5.930	5.623
Total des emprunts		
Solde d'ouverture	15.326	14.676
Prélèvements de capital	1.422	1.990
Remboursements de capital	(1.581)	(938)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	206	(403)
Solde de clôture	15.373	15.326

Ce compte résume les mouvements des emprunts extérieurs et intérieurs au cours de chaque exercice. Un état détaillé des emprunts, par monnaie, avec le solde de chaque emprunt, est présenté aux pages suivantes. De plus amples informations sur les emprunts apparaissent dans la Note 16 – Instruments financiers.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Emprunts en monnaie étrangère par devise		
Yuan Renminbi chinois	3.969	3.789
Yuan Renminbi chinois	2.023	2.397
US Dollar américain	1.363	1.333
Droits de tirage spéciaux de l'AID	965	958
Euro	582	627
Dollar australien	354	412
Franc suisse	101	98
Dollar canadien	67	70
Couronne (Krona) suédoise	12	11
Couronne (Krona) danoise	6	6
Won coréen	1	1
Total des emprunts en devises étrangères	9.443	9.702

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts (ventilés)
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Prêts de la Banque Asiatique de Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	40	44
Prêt pour projets multiples	188	207
Banque de Développement de Vanuatu	33	37
Banque de Développement de Vanuatu / IFD	234	246
Quai de Santo	385	426
Complément pour quai de Santo	251	282
Infrastructure urbaine	875	962
Programme de réforme globale	2.057	2.236
Cyclone Dani	170	178
Total des emprunts à la BAD	4.233	4.617
Prêts de l'Association Internationale pour le Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	101	100
Prêt pour projets multiples	192	188
Enseignement primaire et secondaire	558	558
Logement	113	112
Total des emprunts à l'AID	965	958
Autres prêts en devises étrangères		
Prêt de la CFD pour Telecom Vanuatu Ltd	215	227
Prêt de la BEI pour le projet Bauerfield	62	111
Prêt de la Chine pour le projet e-gouvernement	3.090	2.926
Air Vanuatu achat d'appareils chinois Y-12	879	863
Total des autres prêts en devises étrangères	4.246	4.127
Total des prêts en devises étrangères	9.443	9.702
Emprunts intérieurs	5.930	5.623
Total des emprunts	15.373	15.326

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des engagements
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Engagements en capital		
Echéance à 1 an	578	578
Echéance de 2 à 5 ans	-	-
Echéance au delà de 5 ans	-	-
Total des engagements en capital	578	578
Engagements de fonctionnement		
Echéance à 1 an	75	75
Echéance de 2 à 5 ans	243	243
Echéance au delà de 5 ans	243	243
Total des engagements de fonctionnement	561	561
Total des engagements	1.139	1.139

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des risques financiers spécifiques (au 31 décembre 2013)

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels

	2013 vatu million	2012 vatu million
Dettes éventuelles quantifiables		
Garanties et indemnités	2.214	2.101
Capital non encore appelé	3.687	3.594
Poursuites judiciaires et litiges	1.646	1.646
Autres dettes éventuelles	-	-
Total des dettes éventuelles quantifiables	7.547	7.341
Eléments d'actif éventuels quantifiables		
Poursuites judiciaires et litiges	73	73
Total des éléments d'actif éventuels quantifiables	73	73

Liste des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs

Les dettes éventuelles sont des coûts que le gouvernement devra assumer seulement si un événement particulier se produit. Les éléments d'actif éventuels sont des biens potentiels qui dépendent de ce qu'un événement particulier se produise. La probabilité de ce que de chaque événement se produise et que l'élément de passif ou d'actif éventuel se matérialise varie énormément et dans bon nombre de cas il est peu probable que l'un ou l'autre se matérialise jamais.

Seuls les éléments de passif et d'actif éventuels supérieurs à 50 millions de vatu sont signalés séparément. Ceux qui sont inférieurs à ce montant sont compris dans les totaux indiqués dans le tableau ci-dessus, mais ne sont pas inclus dans la liste qui suit. Lorsqu'un élément de passif ou d'actif éventuel n'est pas quantifiable, mais qu'il est jugé conséquent, il figure aussi sur cette liste. Les montants indiqués pour des poursuites judiciaires et des litiges s'entendent hors intérêts et dépens qui pourraient être réclamés si les tribunaux statuent contre le gouvernement sur ces affaires. Les éléments de passif et d'actif éventuels significatifs sont énumérés ci-dessous :

		2013 vatu million	2012 vatu million
Guarantees and Indemnities			
Banque nat. Vanuatu	Garantie de remboursement de tous les fonds déposés à la Banque nationale de Vanuatu consentie par le gouvernement de Vanuatu	-	-
Air Vanuatu	Garanties de prêts consenties à la CNPV, la Banque BRED et à des sociétés de crédit-bail pour des avions, à l'appui de l'exploitation de la compagnie aérienne nationale, Air Vanuatu	2.780	2.014
Pacific Aviation Security Office	Garantie de prêt consentie à la Banque Asiatique de Développement pour 25% d'un prêt de 1.033,00 DTS (env. USD \$1,9m) accordé à Pacific Aviation Security Office	46	43
Société Nationale de l'Habitat	Garantie de prêt consentie à la Commonwealth Development Corporation pour un prêt de GBP £300.000 à la Société Nationale de l'Habitat pour divers projets de développement	48	44
Total Garanties et Indemnités		2.874	2.101

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs (suite)

		2013	2012
		vatu million	vatu million
Capital non appelé et billets non producteurs d'intérêts			
I Fonds Moné- taire Interna.	BNPI pour la cotisation de Vanuatu comme Membre du Fonds monétaire international	2.125	2.125
Banque Asiatique de Développement	BNPI pour l'adhésion (USD \$201.000) et souscriptions de capital non appelé pour cotisations de Vanuatu en tant que membre de la BAD (USD \$2.762.000)	288	271
Banque Asiatique de Développement	Proposition de hausse de capital générale pour les contributions de membres de la BAD	1.274	1.198
Total Capital non appelé et billets NPI		3.687	3.594
Autres dettes éventuelles			
		-	-
Total autres dettes éventuelles		-	-

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des secteurs – Compte d'exploitation financière du fonds de développement

(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Solde d'ouverture	1.965	2.499
Contributions de bailleurs de fonds		
Australie	1.590	1.354
Nouvelle-Zélande	262	326
Banque Mondiale	150	-
Commission du Pacifique Sud	148	22
Nations Unies	149	95
Union Européenne	8	77
Gouvernement de Vanuatu	49	45
Japon	122	56
Organisation Mondiale de la Santé	54	25
France	12	9
Contributions d'autres bailleurs de fonds	83	168
Autres recettes	40	-
Gains / (Pertes) sur le change	-	-
Total Contributions des bailleurs de fonds	2.667	2.177
Dépenses par Ministère		
Infrastructure & Entreprises de Services Publics	328	803
Finance & Gestion Economique	180	525
Santé	496	416
Education	490	560
Affaires Intérieures	1.078	143
Terres, Géologie & Mines	132	64
Justice et Services d'intérêt public	34	24
Organes constitutionnels du gouvernement	9	27
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture & Pêche	36	33
Commerce, Industrie et Tourisme	19	17
Bureau du Premier Ministre	172	11
Affaires étrangères et Commerce extérieur	9	49
Développement des Jeunes et Formation	29	39
Coopératives et Promotion des entreprises Ni-Vanuatu	-	-
Virements sur Fonds de fonctionnement à l'appui du budget	6	-
Autre	2	-
Total des dépenses	3.020	2.711
Excédent/(déficit) du Fonds de développement	(353)	(534)
Solde du Fonds de développement, avances exclues	1.612	
Moins avances tirées du Fonds de Développement	(80)	-
Solde de clôture	1.532	1.965

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Recettes		
perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat		
Recettes fiscales	10.931	10.645
Droits de patente et d'enregistrement	2.169	1.566
Autres recettes souveraines	537	735
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	13.637	12.946
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat		
Charges et recouvrements	986	1,071
Revenu de placement	25	249
Total des recettes perçues au titre des opérations d'Etat	1.011	1.320
Autres recettes		
Contributions de bailleurs de fonds	786	71
Pertes sur la vente de placements	-	-
Gains/(pertes) sur le change	(178)	398
Total des autres recettes	608	469
Total des recettes	15.256	14.735
Dépenses		
Dépenses de personnel	9.147	9.104
Dépenses de fonctionnement	2.213	1.789
Paieement de subventions, subsides et virements	1.974	2.031
Frais financiers	564	509
Amortissement des actifs	1.452	1.413
Passation en charges	203	245
Total des dépenses	15.553	15.091
Recettes moins Dépenses	(297)	(356)
Excédent / (Déficit) net, moins répartitions, attribuable aux Entreprises d'Etat	(508)	392
Solde d'exploitation du fonds de fonctionnement	(805)	36
Virement de plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	407	407
Mouvement du fonds de fonctionnement sur l'exercice	(398)	443
Rapprochement avec solde d'exploitation consolidé		
Solde d'exploitation du fonds de fonctionnement	(805)	36
Mouvement du fonds de développement	(353)	(534)
Solde d'exploitation consolidé	(1.158)	(498)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Déclaration des principes comptables

Entité présentant l'information

L'entité économique du gouvernement comprend les ministères, les départements d'Etat, les établissements financiers contrôlés par le gouvernement et toutes les autres entités appartenant à l'Etat ou sous son contrôle.

Les comptes annuels reflètent avant tout les transactions financières et les informations afférentes des ministères et départements d'Etat. Ils contiennent en outre une appréciation des intérêts financiers que le gouvernement détient dans des institutions et entités morales d'Etat.

Ne sont pas contenues dans ces comptes annuels les transactions financières et les informations en rapport avec les écoles, les conseils provinciaux et municipaux.

Conventions comptables

Les comptes annuels ont été préparés suivant les impératifs des articles 24 et 26 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), des règles de finances du gouvernement et, dans la mesure du possible, en conformité avec les normes internationales de publicité financière et les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables.

Les comptes annuels ont été préparés sur la base du système de l'exercice et suivant la comptabilité au coût d'origine, sauf indication contraire.

Période d'information comptable

La période d'information comptable à laquelle se rapportent ces états financiers est l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Base de regroupement

Tous les ministères, organes et services gouvernementaux essentiels sont regroupés en appliquant la méthode de l'achat pur et simple. Les éléments d'actif et de passif, les recettes et dépenses correspondants s'ajoutent les uns aux autres ligne par ligne et les transactions et soldes entre entités s'annulent lors du regroupement.

Les investissements du gouvernement dans des institutions et personnes morales de l'Etat, ainsi que dans la Banque de Réserve de Vanuatu, sont constatés suivant la méthode de la mise en équivalence. Pour déterminer le montant qui sera porté au bilan en fin d'exercice pour de tels investissements, une régularisation est effectuée à l'aide de la méthode de la mise en équivalence pour tenir compte de tout changement ultérieur de la quote-part du gouvernement dans l'actif net de telles entités, en se fondant sur leurs derniers états financiers en date et leur évolution financière postérieure.

A l'origine, la constatation de cette catégorie d'actif dans le bilan en 2003 a conduit à inscrire un crédit à la réserve de capital. Les régularisations de la valeur comptable de ces investissements effectuées subséquentement apparaissent dans le compte des résultats.

Recettes

Recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat

L'Etat fournit de nombreux biens et services et prestations qui ne donnent pas lieu à des recettes. Par ailleurs, le fait de payer des taxes ne signifie pas, en soi, que le contribuable puisse prétendre à une valeur équivalente de services ou de prestations, car il n'y a aucun lien direct entre le paiement de taxes et la réception de services et de virements publics.

Les recettes publiques générées par les taxes et les droits et pénalités réglementaires sont constatées au moment où se produit la transaction ou l'évènement donnant lieu à la recette. Pour les principales recettes de cette catégorie, le moment de la constatation de la perception est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Type de recettes	Moment de la constatation de la perception
Taxe sur la valeur ajoutée	A l'achat ou la vente de biens ou services imposables au cours de la période fiscale
Droits d'importation, accise et tarifs	Au passage des biens soumis aux droits de douane au delà de la limite douanière (ou à la sortie de l'entrepôt)
Impôts fonciers	A l'expiration de la date d'imposition
Patentes et enregistrements	Lors du paiement du droit
Autres taxes et contributions	Dès lors qu'elles deviennent des dettes envers l'Etat

Revenu de placement

Le revenu de placement est constaté dans la période au cours de laquelle il est produit. Les intérêts générés par des prêts consentis à des entités étatiques s'accumulent périodiquement par renvoi au capital restant à payer, au taux d'intérêt applicable et au taux de change pertinent.

Les dividendes générés par les investissements dans des entités étatiques sont constatés dans la période au cours de laquelle ils sont distribués lorsque l'entité en question a établi définitivement ses comptes annuels, sans quoi ils sont constatés une fois qu'ils ont été perçus.

Recettes produites dans le cadre de l'exploitation

Si des recettes sont perçues par l'Etat en échange de la fourniture de biens ou de services à des tiers, l'Etat perçoit ses recettes au titre des opérations d'exploitation. Elles sont constatées lorsqu'elles sont produites.

Gains

Les gains réalisés sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatés dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction est effectuée.

Les gains sur le change non matérialisés relatifs à des éléments d'actif ou de passif monétaires sont constatés dans le compte des résultats.

Des gains non matérialisés découlant de changements de la valeur de biens de production (terrains, constructions, matériel) sont constatés à la date d'arrêt des comptes. Dans la mesure où un gain est une contrepassation d'une perte imputée antérieurement au compte des résultats, ce gain est porté au crédit du compte des résultats. Autrement, les gains sont portés au crédit d'une plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif.

Dépenses

Frais généraux

Ces dépenses sont constatées dans la période auxquelles elles se rapportent.

Subventions et subsides

Lorsque les subventions et les subsides sont discrétionnaires jusqu'à ce qu'ils soient payés, la dépense est constatée une fois le paiement effectué. Autrement, la dépense est constatée quand les critères spécifiques ont été remplis et que l'Etat en a été notifié.

Pertes

Les pertes matérialisées sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatées dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu.

Des pertes non matérialisées sur le change relativement à des éléments d'actif et de passif monétaires sont constatées dans le compte des résultats.

Les pertes non matérialisées (hors pertes sur le change) résultant de changements de la valeur de biens de production sont constatées à la date d'arrêt des comptes. Elles sont d'abord imputées à la plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif. Tout solde, le cas échéant, est imputé au compte des résultats.

Transactions en devises étrangères

Les opérations en devises étrangères sont répertoriées au cours du vatu à la date de la transaction ou au cours tel que fixé d'avance si l'opération relève d'un contrat de taux de change à terme. Les différences de change se produisant au moment du règlement de ces transactions sont constatées dans le compte des résultats.

Les opérations en devises étrangères non exécutées sont converties au cours du vatu à la date de clôture. Les gains ou pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats de l'exercice durant lequel ils se produisent.

Les cours appliqués dans ces comptes annuels sont les taux moyens indiqués par la Banque de Réserve de Vanuatu.

Amortissement

L'amortissement est imputé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés de façon à affecter le coût ou l'évaluation d'un élément de biens de production, moins une valeur résiduelle éventuelle estimée, sur la période de sa vie utile estimée. La durée de vie utile telle qu'estimée pour différentes catégories de biens de production est typiquement la suivante :

Bâtiments en propriété perpétuelle :	de 25 à 50 ans ;
Infrastructure :	de 8 à 50 ans ; et
Machines, matériel et véhicules :	de 2 à 10 ans

Eléments d'actif

Encaisse

L'encaisse comprend les fonds en caisse et les fonds disponibles en banque, en compte courant ou en dépôt à court terme. Les soldes de découverts en compte courant sont pris en compte dans le solde de l'encaisse.

Eléments d'actif monétaires en devises étrangères

Les actifs monétaires à court terme objet de contrats à terme sont convertis en vatu au taux contractuel. Autrement, les actifs monétaires en devises sont convertis au taux de change de clôture.

Les gains et pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats dans l'exercice au cours duquel ils se produisent.

Créances et avances

Les créances et les avances sont comptabilisées sur la base des montants qu'il est prévu de récupérer à terme au comptant. Les avances libellées en devise étrangère sont converties en vatu au taux de clôture.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés sur la base du coût à l'achat ou de la valeur nette de réalisation, des deux, le montant le moins élevé.

Biens de production (terrains, constructions et matériel)

Les biens de production constatés pour la première fois dans le compte des résultats ont été comptabilisés sur la base de la fraction non amortie du coût arrêté en fonction d'évaluations au prix du marché et d'expertises techniques effectuées par des évaluateurs professionnels. La fraction non-amortie du coût est basée sur le coût estimé de construction ou d'achat, diminué en tenant compte de facteurs d'âge et de dégradation de l'actif.

Les éléments d'actif acquis ultérieurement sont comptabilisés à prix coûtant ou, s'ils ont été fournis par des bailleurs de fonds ou acquis autrement gratuitement ou pour une contrepartie symbolique, sur la base de leur évaluation, c'est-à-dire leur juste valeur à la date d'acquisition.

Terres domaniales à Port-Vila et Luganville

Les terres dans les périmètres municipaux de Port-Vila et Luganville appartiennent à l'Etat et ont été comptabilisées à leur juste valeur telle qu'arrêtée par l'Evaluateur général.

Eléments de passif

Emprunts

Les dettes du gouvernement relatives à ses emprunts publics sont constatées dans le bilan lorsque le gouvernement devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments de prêt correspondants et sont prises en compte à l'origine sur la base de l'équivalent en vatu du prélèvement de l'emprunt.

Les soldes des emprunts restant à payer qui sont libellés et remboursables en devise étrangère sont reconvertis en vatu au taux applicable à la date d'arrêté des comptes. Les charges d'intérêts sont imputées au compte des résultats de l'exercice au cours duquel elles arrivent à échéance. Toutes les différences de change résultant des fluctuations monétaires sont prises en compte dans le compte des résultats, qu'elles se soient matérialisées ou non.

Prestations dues aux employés

Les prestations dues aux employés au titre des salaires et des payes, des congés annuels et autres prestations semblables sont constatées lorsqu'elles deviennent exigibles. La charge des prestations des employés est comptabilisée à la valeur actuelle de la trésorerie prévisionnelle future.

Engagements

Les engagements sont des dépenses et dettes futures qui vont être encourues dans le cadre de contrats conclus à la date d'arrêté des comptes. Ils comprennent les engagements de fonctionnement et de capital résultant d'obligations contractuelles ou légales non résiliables. Les engagements relatifs aux intérêts sur des dettes et ceux relatifs à des contrats de travail ne sont pas compris dans le tableau des engagements.

Eléments de passif et d'actif éventuels

Les éléments de passif et d'actif éventuels sont portés dans l'état des risques financiers particuliers au moment où l'éventualité devient manifeste.

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Recettes fiscales		
Taxe sur la Valeur Ajoutée	5.631	5.474
Droits d'importation	2.654	2.598
Accise	1.898	1.918
Impôt sur le chiffre d'affaires	280	269
Vignette (taxe routière)	162	154
Droit et taxes sur le jeu d'argent	180	151
Impôt locatif	64	60
Droits à l'exportation	1	-
Autres taxes	61	21
Total des recettes fiscales	10.931	10.645
Droits de patente et d'enregistrement		
Droits de patente et d'enregistrement	215	208
Licences de véhicules	236	184
Droit de timbre sur les sociétés	119	164
Licences et immatriculation de bateaux de pêche	301	171
Permis de travail	142	163
Permis de séjour	922	425
Droits d'immatriculation de navires	63	40
Redevances minières	-	8
Licences de télécommunication et radio	20	-
Immatriculation de sociétés offshore	110	78
Autres droits de licence et d'enregistrement	68	112
Total des droits de patente et d'enregistrement	2.196	1.553
Autres recettes souveraines		
Loyers fonciers, enregistrement et primes	513	707
Droits de concession	-	-
Amendes judiciaires	23	26
Amendes et pénalités des entreprises de services publics	1	2
Total des autres recettes souveraines	537	735
Total des recettes souveraines	13.664	12.933

Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Dégrèvements d'ordre économique		
Gas-oil pour la production d'électricité	238	271
Fabrication ou transformation de biens	88	74
Projets de développement touristique	3	10
Transport inter-îles de marchandises	-	-
Autres dégrèvements économiques	5	4
Total des dégrèvements d'ordre économique	334	359
Autres dégrèvements		
Marchandises données ou importées pour des projets d'aide	467	479
Groupe du Fer de Lance Mélanésien	461	325
Marchandises importées en vertu de conventions/accords internationaux	43	50
Dégrèvements d'ordre caritatif pour groupes et organisations à but non lucratif	78	27
Dégrèvements personnels	55	70
Marchandises en importation temporaire	48	58
Promotion de la sécurité, de la santé ou du salut public	-	1
Dégrèvements divers sous condition	17	24
Total des autres dégrèvements	1.169	1.034
Total des exonérations et dégrèvements fiscaux	1,503	1,393

Les marchandises importées qui satisfont à certaines conditions, telles que stipulées à l'Annexe III du recueil des tarifs douaniers, sont soit exonérées des droits de douane soit assujetties à des tarifs inférieurs à ceux qui seraient ordinairement applicables. L'annexe fait ressortir les montants des droits ou tarifs à l'importation qui auraient été perçus si ces exonérations ou dégrèvements n'avaient pas été accordés. Ces montants ne sont pas inscrits au titre des recettes de l'exercice puisqu'ils n'ont jamais été imputés ni perçus et reflètent des décisions fiscales prises par les pouvoirs publics.

L'information sur les exonérations et dégrèvements fiscaux est fournie par le Service de la Douane et des Contributions Indirectes.

Note 2 : Charges et recouvrements (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Charges et recouvrements		
Recouvrements et charges généraux	417	365
Droits de port et de quai	267	395
Fonds en fiducie non réclamés virés au Trésor Public	-	-
Droits de débarquement	121	112
Recouvrements abonnements à l'eau	32	35
Locations immobilières	16	18
Droits maritimes	18	16
Permis de port d'armes	4	6
Frais d'hôpitaux	15	15
Droits électoraux	8	40
Frais de passeports	79	75
Amendes de la circulation routière	10	7
Total Charges et Recouvrements	987	1.084

La catégorie des recettes Charges et Recouvrements comprend des recettes que les ministères perçoivent pour des biens ou services qu'ils fournissent. Les locations immobilières se rapportent principalement à la location de maisons de fonction à des employés du gouvernement à des tarifs fixés par la Commission compétente ou la Loi pertinente dont relève cette catégorie d'employés.

Note 3 : Revenu de placement (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Revenu de placement		
Intérêts créditeurs		
Intérêts sur avances	2	7
Intérêts sur dépôts en banque	32	16
Total des intérêts créditeurs	34	23
Dividendes		
Banque de Réserve de Vanuatu	-	235
Dividendes de la Sté Postal Services Ltd	-	-
Dividendes de la Banque Nationale	-	-
Dividendes de la Sté Ifira Wharf & Stevedoring	3	-
Dividendes de la Sté Northern Island Stevedoring	-	-
Autres dividendes	-	2
Total Dividendes	3	237
Total Revenu de placement	37	260

Le gouvernement perçoit des intérêts sur des avances consenties à Airports Vanuatu Ltd., Air Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd. Ces avances correspondent à des emprunts contractés auprès de la Caisse Française de Développement (CFD), de l'EximBank et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui sont

ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de l'infrastructure concernée. Les intérêts créditeurs sont compensés par des intérêts débiteurs sur les soldes des emprunts restant à payer par le gouvernement, mais toutes les transactions sont affichées sur une base brute (les intérêts créditeurs et débiteurs sont tous deux portés au compte des résultats), conformément aux normes internationales de comptabilité publique.

Le détail des soldes d'avances restant à payer figure sous la Note 10 : Avances. Le détail des dettes publiques impayées dues à des organismes prêteurs apparaît dans le tableau des emprunts.

Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Contributions de bailleurs de fonds		
Australie	1.590	1.354
Nouvelle-Zélande	262	326
Banque Mondiale	150	-
Nations-Unies	149	95
Commission du Pacifique Sud	148	22
Japon	122	56
Organisation Mondiale de la Santé	54	25
France	12	9
Union Européenne	8	77
Chine	-	1
Autres contributions	83	167
Total Contributions des bailleurs de fonds	2.578	2.132
Rapprochement avec l'état des activités financières du Fonds de développement		
Contrepassation :		
Contributions du gouvernement de Vanuatu éliminées à la consolidation	49	45
Rentrées en dehors des bailleurs de fonds	40	-
Gain/(Perte) sur le change	-	-
Contributions de bailleurs de fonds selon le Fonds de Développement	2,667	2,177

Les contributions de bailleurs de fonds comprennent uniquement celles reçues en espèces pour des projets spécifiques. Les recettes, dépenses et dépenses (achats) en capital dans le cadre de ces projets sont comptabilisées intégralement dans les présents états. Les aides en nature, l'assistance technique, les dépenses et dépenses (achats) en capital qui ont été payées ou fournies directement par des bailleurs de fonds extérieurs ne figurent pas au titre de recettes dans ces états.

Note 5 : Analyse des dépenses (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

Le tableau analytique qui suit consiste en une ventilation des dépenses par ministère.

	2013 vatu million	2012 vatu million
Total des dépenses par Ministère		
Education	4.648	4.492
Finance & Gestion économique	3.012	3.500
Infrastructure & Services Publics	1.619	1.997
Santé	2.064	1.947
Affaires intérieures	2.368	1.502
Organes constitutionnels du gouvernement	1.114	1.416
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture & Pêche	471	447
Terres, Géologie & Mines	408	337
Justice et Sécurité Sociale	337	378
Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	341	349
Bureau du Premier Ministre	672	226
Commerce, Industrie et Tourisme	314	388
Coopératives & Services de développement des entreprises Ni Vanuatu	70	97
Développement et Formation des Jeunes	166	178
Ministère de l'Adaptation au changement climatique, des risques géologiques, de la météorologie et de l'énergie	34	-
Dépense d'amortissement	1.452	1.413
Charge pour congés constatée par régularisation	(58)	57
Autres redressements	(1.294)	(1.027)
Total des Dépenses	17.738	17.697

Le poste intitulé 'Autres redressements', pour -1.294 millions de vatu en 2013 et -1.027 millions en 2012, correspond aux régularisations effectuées dans les comptes pour transférer les achats de nouveaux éléments d'actif qui ont été constatés comme dépenses à des fins d'affectation. Ces achats d'actif ont été retirés du compte des résultats et constatés comme adjonction d'actif dans le bilan. Cette régularisation a été effectuée au niveau de la consolidation et non pas ventilée par ministère.

Note 6 : Dépenses de personnel
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Dépenses de personnel		
Traitements et salaires	6.575	6.490
Allocations de logement	691	649
Indemnités et allocations parlementaires	369	548
Part de cotisation de l'employeur à la CNPV	282	270
Allocations familiales	128	119
Paiements et provisions pour employés en fin de service	762	541
Frais de subsistance	388	336
Heures supplémentaires	97	109
Primes politiques	84	68
Autres indemnités des employés	252	309
Total des dépenses de personnel	9.628	9.439

Les dépenses de personnel représentent les dépenses autorisées pour les quelques 6.000 employés du gouvernement de Vanuatu. Y sont inclus tous les enseignants employés par la Commission du Corps Enseignant, mais non pas les enseignants financés directement par les écoles ni le personnel auxiliaire des écoles.

Note 7 : Dépenses d'exploitation
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Dépenses d'exploitation		
Entretien et réparations (en général)	242	263
Entretien et réparation de routes	179	195
Véhicules, carburant et entretien	309	313
Electricité	270	300
Déplacements intérieurs et hébergement	259	277
Honoraires de consultants	511	305
Imprimerie et papeterie	178	174
Location de matériel et de véhicules	105	223
Frais de justice	63	65
Fournitures médicales	174	137
Telecommunication expenses	150	136
Déplacements et hébergement à l'étranger	126	135
Location immobilière, taxes et baux	111	124
Gaz et eau	70	51
Frais de fret	89	113
Cotisations aux Organisations internationales	95	67
Ateliers et stages	38	22
Frais de représentation	73	121
Nettoyage	42	44
Honoraires d'audit	2	-
Dépenses d'actif	52	28
Autres dépenses d'exploitation	587	630
Total des dépenses d'exploitation	3.725	3.723

Le poste d'entretien et de réparation de routes comprend uniquement les travaux qui ont été sous-traités à des tiers, des entreprises d'entretien et de réparation de routes. Le service des Travaux publics dépense également des sommes considérables pour des travaux d'entretien et de réparation de routes, qui sont exécutés par son propre personnel interne. Le coût de ce genre de travaux sera comptabilisé par ligne budgétaire au titre, par exemple, de frais de carburant, de matériaux (collectivement) et de personnel. Les gros travaux d'entretien routier qui prolongent la vie utile d'une route sont capitalisés et constatés au bilan sous forme d'augmentation de la valeur de l'actif représenté par les routes.

Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Subsides et subventions		
Subventions aux provinces	240	250
Subventions pour exploitation des écoles et écolages	591	540
Subvention à l'Office du Tourisme	160	200
Subsides pour le coprah	107	176
Collège agricole de Vanuatu	83	83
Subvention à l'Université du Pacifique Sud	70	71
Subvention pour Save the Children	-	67
Subventions à des organisations de jeunesse et des sports	48	39
Subvention SRTV/VBTC	60	60
Subvention au Collège Maritime de Vanuatu	41	41
Subvention à l'Office de Promotion des Investissements	39	39
Subvention au CRAF/VARTC	36	36
Subvention Chambre de Commerce	30	27
Subvention Centre Culturel	26	26
Subvention Conseil de la Jeunesse de Vanuatu	30	29
Subventions pour ambassades, haussariats et consulats à l'étranger	12	20
Subvention à l'ORESP	21	-
Subventions aux communes	7	6
Autres subventions	1	104
Total des subsides et subventions	1.602	1.814
Autres virements		
Bourses et allocations d'études	444	365
Cotisations aux Organisations internationales	11	9
Paiements de compensations et dommages-intérêts	109	180
Total des autres virements	564	554
Total des subventions, subsides et virements	2.166	2.368

Les subventions correspondent à des paiements à des entités liées au gouvernement pour leur permettre de fournir des services d'intérêt public. Les virements sont des paiements effectués par le gouvernement pour lesquels il ne reçoit pas de biens ou de services spécifiques en retour.

Note 9 : Créances
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Créances		
Comptes clients	769	656
Taxes	581	670
Droits de la CAF	232	259
Dividendes	3	97
Interêts	-	1
Autres créances	39	-
Total créances	1.624	1.683

Le solde des créances représente une valeur brute de 1.570 millions de vatu, compensée par une dotation aux provisions pour créances douteuses de 803 millions de vatu. Cette provision porte sur des dettes qui remontent à bien des années (notamment loyers fonciers) et qui ne seront probablement jamais recouvrées. Maintes de ces dettes se rapportent à des factures qui ont été imputées incorrectement à une entité ou pour lesquelles il n'existe pas de pièces justificatives de la dette. Une procédure de mise au point est actuellement en cours pour résoudre ces problèmes et passer en charges les dettes pour créances irrécouvrables par imputation à cette provision.

Note 10 : Avances et charges payées d'avance
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Avances		
Airports Vanuatu Ltd	220	271
Air Vanuatu Ltd		892
Telecom Vanuatu Ltd	37	37
Metenesel Ltd		70
Vanuatu Commodities Marketing Board (OCPB)		28
Vanuatu Broadcasting and Television Corporation (SRTV)	14	21
Municipalité de Port Vila		10
Employés	6	15
Autres avances		17
Total Avances	277	1.361
Charges payées d'avance		
Interchange Ltd		92
Projet de développement urbain de Port Vila	58	
Projet de soutien au transport maritime inter-îles	4	
Total Charges payées d'avance	62	92

Les avances consenties à Airports Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd représentent des prêts pour travaux d'infrastructure contractés auprès de la Caisse Française de Développement (CFD) et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui furent ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de

l'infrastructure concernée. Le montant réel restant à payer sur ces prêts à la BEI et la CFD figure sous les emprunts.

Il a été convenu par les actionnaires d'Air Vanuatu de convertir une avance de 400 millions consentie à Air Vanuatu en titres de participation en 2012. Une opération semblable a été effectuée en 2013 pour convertir une avance de 892 millions de vatu en titres de participation. L'avance de 892 millions de vatu représente un prêt de la banque EximBank qui fut reprêté à Air Vanuatu pour acheter des appareils Y12. Ces opérations d'échange de dettes contre des participations n'ont pas encore été officiellement présentées au Parlement.

Les avances pour Metenesel Ltd, VCMB/OCPB et plusieurs autres avances ont été passées en charges en 2013 parce que les entités en question étaient soit en liquidation, soit incapables de rembourser les montants avancés. L'avance consentie à la Municipalité de Port-Vila a elle aussi été passée en charges car il a été convenu de la convertir en subvention.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Investissement dans des entreprises d'Etat		
Solde d'ouverture	7.136	6.136
Nouveaux investissements	-	183
Excédent/(Déficit) net imputable après répartition	(508)	392
Apports du gouvernement	899	425
Total des investissements dans des entreprises commerciales d'Etat	7.527	7.136

Le poste des investissements dans des entreprises d'Etat (EE) représente les parts que détient le gouvernement dans des sociétés sous le contrôle de l'Etat, dans des établissements financiers nationaux et d'autres entreprises commerciales apparentées. Le montant auquel ces investissements sont comptabilisés représente la participation nette du gouvernement. Il faudrait approfondir la question pour pouvoir apprécier exactement la valeur de chacune des entreprises d'Etat et mettre à jour leurs bilans respectifs.

Comme indiqué dans la déclaration de principes comptables, la participation financière de l'Etat dans des EE est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de consolidation. Au plan des trois principaux comptes annuels, cette méthode a pour implication ce qui suit :

- Les dividendes reçus des EE sont inclus au titre des revenus de placement. Ils sont ventilés sous la Note 3.
- L'excédent/(déficit) net imputable aux EE, net des répartitions à l'Etat, est constaté séparément dans le compte des résultats. L'excédent/(déficit) imputable représente les résultats d'exploitation de ces entités.
- La participation financière de l'Etat dans des EE est constatée sous un poste distinct dans le bilan. Elle est ventilée par entité dans la présente note.
- Les avances consenties aux EE sont constatées sous la rubrique des Avances dans le bilan. Celles-ci sont ventilées à la Note 10.

D'autres juridictions adoptent une autre forme de présentation des EE et emploient la méthode de la consolidation proportionnelle. C'est ce qui est recommandé dans les normes internationales de comptabilité publique pour les EE effectivement contrôlées par l'Etat. Pour l'heure, le gouvernement de Vanuatu n'est pas en mesure d'appliquer la méthode de la consolidation proportionnelle pour ses EE.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2013)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2013

	Mouvements au cours de l'exercice 2013	Solde d'ouverture vatu million	Excédent/ (Deficit) net imputable après répartition vatu million	Apport en capital du gouverne- ment vatu million	Solde de clôture vatu million
GBU010	Air Vanuatu Limited	(302)	(260)	899	336
GBU013	Airports Vanuatu Limited	3.197			3.197
GBU035	Unité de gestion des actifs				
GBU016	Ifira Wharf & Stevedoring Limited	90	(10)		80
GBU054	Interchange Limited	183			183
GBU019	Metenesel Estates Limited	110			110
GBU030	Banque nationale de Vanuatu	1.055	5		1.060
GBU020	Société nationale de l'habitat	105			106
GBU051	Northern Island Stevedoring Limited				
GBU017	Banque de Réserve de Vanuatu	710	(226)		484
GBU025	Office de réglementation des entreprises de services publics	3	(14)		(11)
GBU015	Vanuatu Abattoirs	91	3		93
GBU023	Banque de développement de l'agriculture	393	1		394
GBU022	Société de radio-diffusion et de télévision de Vanuatu	314	(19)		295
GBU045	Office de commercialisation des produits de base de Vanuatu				
GBU021	Commission des Affaires financières de Vanuatu	321			321
GBU052	Office de Promotion des investissements de Vanuatu	3	(2)		1
GBU018	Vanuatu Livestock Development (Centre d'élevage du Pacifique)	45			45
GBU041	Autorité maritime de Vanuatu				
GBU012	Vanuatu Post Limited	727			728
GBU024	Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	112	(37)		75
GBU053	Bureau du Tourisme de Vanuatu	(21)	(8)		(29)
	Total des investissements dans des EE	7.136	(567)	899	7.468

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2012)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2012

	Mouvements au cours de l'exercice 2012	Solde d'ouverture vatu million	Excédent/ (Deficit) net imputable après répartition vatu million	Apport en capital du gouverne- ment vatu million	Solde de clôture vatu million
GBU010	Air Vanuatu Limited	(1.042)	315	425	(302)
GBU013	Airports Vanuatu Limited	3.197	-	-	3.197
GBU035	Unité de gestion des actifs	52	(52)	-	-
GBU016	Ifira Wharf & Stevedoring Limited	208	(118)	-	90
GBU054	Interchange Limited	-	-	183	183
GBU019	Metenesel Estates Limited	110	-	-	110
GBU030	Banque nationale de Vanuatu	977	78	-	1.055
GBU020	Société nationale de l'habitat	278	(173)	-	105
GBU051	Northern Island Stevedoring Limited	-	-	-	-
GBU017	Banque de Réserve de Vanuatu	697	13	-	710
GBU025	Office de règlementation des entreprises de services publics	-	3	-	3
GBU015	Vanuatu Abattoirs	85	6	-	91
GBU023	Banque de développement de l'agriculture	393	-	-	393
GBU022	Société de radio-diffusion et de télévision de Vanuatu	41	273	-	314
GBU045	Office de commercialisation des produits de base de Vanuatu	-	-	-	-
GBU021	Commission des Affaires financières de Vanuatu	321	-	-	321
GBU052	Office de Promotion des investissements de Vanuatu	4	(1)	-	3
GBU018	Vanuatu Livestock Development (Centre d'élevage du Pacifique)	45	-	-	45
GBU041	Autorité maritime de Vanuatu	-	-	-	-
GBU012	Vanuatu Post Limited	670	57	-	727
GBU024	Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	105	7	-	112
GBU053	Bureau du Tourisme de Vanuatu	(5)	(16)	-	(21)
	Total des investissements dans des EE	6.136	392	608	7.136

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite) (au 31 décembre 2013)

Actions de l'Etat

Le pourcentage d'actions détenues par l'Etat dans chaque EE et la date des derniers comptes annuels que les EE ont présentés au gouvernement sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Pourcentage de parts détenues par l'Etat	2013	2012	Derniers comptes annuels
Air Vanuatu Limited	100.00%	100.00%	2013
Airports Vanuatu Limited	100.00%	100.00%	2010
Unité de gestion des actifs	100.00%	100.00%	2009
Ifira Wharf & Stevedoring Limited	34.00%	34.00%	2013
Interchange Limited	12.50%	12.50%	Aucun
Metenesel Estates Limited	99.40%	99.40%	2003 ébauche
Banque nationale de Vanuatu	70.00%	70.00%	2013
Société nationale de l'habitat	100.00%	100.00%	2012
Northern Island Stevedoring Limited	10.00%	10.00%	2006
Banque de Réserve de Vanuatu	100.00%	100.00%	2013
ORESP	100.00%	100.00%	2013
Vanuatu Abattoirs	33.90%	33.90%	2013
Banque de développement de l'agriculture	100.00%	100.00%	2013
SRTV	100.00%	100.00%	2012
OCPB	100.00%	100.00%	2001
Commission des Affaires financières	100.00%	100.00%	2009
Office de Promotion des investissements	100.00%	100.00%	2013
Vanuatu Livestock Development (CEP)	100.00%	100.00%	2003
Vanuatu Post Limited	100.00%	100.00%	2012
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	100.00%	100.00%	2012
Bureau du Tourisme de Vanuatu	100.00%	100.00%	2012

Le gouvernement de Vanuatu rencontre des difficultés à obtenir les états financiers de certaines entreprises d'Etat. Pour bon nombre d'entre elles, soit elles établissent leur comptes annuels en retard, soit, pour certaines d'entre elles, elles n'ont pas la capacité de préparer des comptes annuels. Le ministère des Finances et de la Gestion économique, avec le concours de la Banque Asiatique de Développement, a mis en œuvre un projet visant à améliorer l'administration des EE et leur gestion financière pressenti être lancé en 2013. La BAD va apporter une assistance technique pour revoir et améliorer la gestion financière et l'administration des EE et aider à élaborer une nouvelle législation sur les EE.

Les EE qui sont en particulier source de préoccupation sont les suivantes :

- L'Unité de Gestion des Actifs [Asset Management Unit] – elle a clôturé ses activités vers la fin de 2011 et il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2014. Un programme de rationalisation sera entrepris par la BAD pour faire un diagnostic de cet organisme avant sa liquidation.
- Metenesel Estate – Le ministère des Finances et de la Gestion économique n'a pas pu obtenir des comptes annuels de Metenesel Estate depuis 2003 et la société a été rayée du registre des sociétés par la Commission des Affaires financières de Vanuatu. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2014. Un programme de rationalisation sera entrepris par la BAD pour faire un diagnostic de Metenesel avant sa liquidation.

- Office de commercialisation des produits de base de Vanuatu (OCPB) [Vanuatu Commodities Marketing Board] – Le gouvernement a l'intention de liquider l'OCPB. Il n'a pas reçu d'états financiers de cette entité depuis 2001 et on ne connaît pas l'ampleur des dettes qui existeront à la liquidation. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2014.
- Vanuatu Livestock Development – VLD [anciennement CEP, Centre d'Elevage du Pacifique] ne fonctionne pas et le ministre des Finances a donné des instructions pour geler ses comptes bancaires. Cette entreprise n'a pas fourni de comptes annuels au ministère des Finances et de la Gestion économique depuis 2003, alors qu'elle a déposé des rapports annuels à la Commission des Affaires financières de Vanuatu indiquant un chiffre d'affaires de moins de 20 millions de vatu par an. Le ministère de l'Agriculture a décidé de relancer cette entité en 2013, mais on ne connaît pratiquement rien de sa situation financière.
- Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu (SRTV) [Vanuatu Broadcasting & Television Corporation – VBTC] – La SRTV fonctionne, mais n'a pas présenté de comptes annuels depuis plusieurs années. Elle a besoin d'aide pour améliorer sa comptabilité et préparer des états financiers. Le Contrôleur général des Comptes a mandaté iCount pour vérifier les comptes de la SRTV.
- Northern Island Stevedoring Limited – NISCOL – n'a pas fourni de comptes annuels depuis 2006. Le gouvernement détient 10% des actions dans cette entité, les autres actions étant détenues par les provinces de Sanma, Torba, Penama et Malampa.
- Société nationale de l'Habitat (SNH) [National Housing Corporation – NHC] – Cette société est opérationnelle, mais n'a pas soumis de comptes annuels depuis 2009. Elle a besoin d'aide pour améliorer sa comptabilité et préparer des états financiers. Le Contrôleur général des Comptes prévoit de sous-traiter les travaux de vérification à un commissaire aux comptes externe. Il faut que la SNH embauche un comptable qualifié pour préparer les comptes et tenir les livres de comptes en règle.
- Commission des Affaires Financières de Vanuatu – CAFV – fonctionne, mais n'a pas fourni d'états financiers depuis 2009. Le Contrôleur général des Comptes éprouve des difficultés à vérifier ses comptes, parce qu'ils sont incomplets. La CAFV n'a pas de comptable qualifié pour superviser la tenue des livres de comptes et établir des comptes annuels.

L'Office de Promotion des Investissements de Vanuatu a changé de statut en 2011 pour devenir un organisme subventionné. Antérieurement à cela, l'OPIV recevait des affectations budgétaires, tout comme les autres agences opérationnelles du gouvernement, qui étaient intégrées dans les comptes regroupés ligne par ligne budgétaire. En 2011, il a été transféré au chapitre des Investissements dans des EE et il est désormais pris en compte dans la situation nette.

L'Office du Tourisme de Vanuatu, lui aussi, a été rajouté au bilan comme EE, en 2011, et pris en compte au titre de la situation nette. Cette entité avait été omise des autres entités portées au bilan à l'origine.

Le gouvernement a acquis une participation de 12,5% dans la société Interchange Limited en 2012, financée par un prêt de la part de Vanuatu Post Limited. La valeur de cet investissement représente 183 millions de vatu. Les actionnaires publics dans Air Vanuatu ont accepté d'échanger une dette contre une participation en 2012 pour l'équivalent de 425 millions de vatu pour compenser des avances impayées et des intérêts dûs par Air Vanuatu.

Selon la décision 192/2013 du CDM, il a été convenu que le gouvernement acquitterait la garantie de 125 millions de vatu mise en place à l'origine en faveur de Vanair Limited et établirait une nouvelle garantie, pour 600 millions de vatu, en faveur d'Air Vanuatu.

Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel)
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Valeur comptable brute		
Terrains	20.316	20.316
Constructions	8.602	8.249
Meubles et aménagements	108	114
Usine et matériel	2.595	2.480
Véhicules à moteur	1.829	1.802
Navires et bateaux	2.055	1.518
Ordinateurs et logiciels	3.745	3.721
Ponts et chaussées	8.616	8.554
Infrastructure portuaire et de quai	914	914
Autres éléments d'actif	76	96
Total valeur comptable brute	48.856	47.764
Amortissement cumulé		
Constructions	5.041	4.844
Meubles et aménagements	49	48
Usine et matériel	1.876	1.749
Véhicules à moteur	751	621
Navires et bateaux	742	772
Ordinateurs et logiciels	1.558	1.216
Ponts et chaussées	1.773	1.270
Infrastructure portuaire et de quai	751	734
Autres éléments d'actif	17	18
Total amortissement cumulé	12.558	11.272
Valeur comptable nette		
Terrains	20.316	20.316
Constructions	3.561	3.405
Meubles et aménagements	59	66
Usine et matériel	719	731
Véhicules à moteur	1.078	1.181
Navires et bateaux	1.313	746
Ordinateurs et logiciels	2.187	2.505
Ponts et chaussées	6.843	7.284
Infrastructure portuaire et de quai	163	180
Autres éléments d'actif	59	78
Total valeur comptable nette	36.298	36.492

Le gouvernement de Vanuatu a institué une procédure visant à identifier et évaluer toutes ses immobilisations en 2002 et leur valeur comptable résiduelle a été portée au bilan au 1er janvier 2003. C'est alors qu'il s'est rendu compte qu'il y avait encore beaucoup de travail à faire pour mettre à jour le registre des actifs, avec d'autres éléments d'actif restant à identifier et à porter au bilan, et des questions de réévaluation à résoudre. Ces questions sont toujours d'actualité et des redressements ont été effectués au cours des exercices ultérieurs aux soldes des bilans de façon à y incorporer les nouveaux éléments d'actif et les changements de réévaluation relevés au cours de ces exercices. Ces changements se traduisent par des redressements de la valeur comptable nette des actifs, avec régularisation correspondante de

la Réserve spéciale. Cela est compatible avec la procédure qui a été suivie lorsque la valeur des actifs a été constatée pour la première fois en 2003.

Le gouvernement a encore énormément de travail à accomplir pour arrêter la valeur des éléments d'actif en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique. Le Service des Finances va continuer de coordonner ce processus au cours des prochains exercices. Les questions les plus importantes restant à résoudre consistent notamment à :

- Dresser un inventaire complet de tous les éléments d'actif dans chaque ministère et agence pour s'assurer qu'ils sont tous bien pris en compte.
- Reprendre l'évaluation et la durée de vie utile des éléments d'actif significatifs, notamment les bâtiments, les chaussées et les ponts.
- Incorporer les écoles appartenant au gouvernement et les éléments d'actif s'y rapportant au bilan du gouvernement.
- Inclure la valeur des terrains en propriété perpétuelle et libre ou la valeur des baux fonciers pour les terres domaniales à l'extérieur des périmètres municipaux.

Cette partie des comptes annuels n'a pas été établie conformément à la Norme internationale de comptabilité publique No. 17 – Biens de production (Terrains, Constructions et Matériel).

Note 13 : Charges à payer et Provisions (au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Charges à payer et provisions		
Comptes créditeurs et de régularisation	596	430
Intérêts à payer	251	241
Dû à Vanuatu Post Ltd	275	275
Autres charges à payer et provisions	7	6
Total charges à payer et provisions	1.129	952

Les comptes créditeurs (charges à payer) et de régularisation couvrent les factures de fournisseurs impayées pour des biens ou des services qui ont été fournis et des charges à payer sur des bons d'achat qui ont été engagés mais n'ont pas encore été traités pour en faire le paiement. Le gouvernement de Vanuatu n'a pas encore, à ce stade, mis en oeuvre une procédure formelle pour identifier les charges réellement constatées par régularisation, et bien que la présentation sous cette forme soit cohérente avec les comptes d'exercices antérieurs, elle n'est pas tout à fait conforme aux normes internationales de comptabilité publique.

La charge à payer à Vanuatu Post, de 275 millions, représente des paiements effectués par Vanuatu Post pour le compte de l'Etat pour l'achat de parts dans Interchange Ltd et en paiement partiel d'un accord d'achat de capacité de masse passé avec Interchange Ltd.

Note 14 : Prestations dues aux employés
(au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Prestations dues aux employés		
Salaires, traitements et congés annuels	764	1.083
Indemnités d'ancienneté et de retraite	7.270	6.848
Total prestations dues aux employés	8.034	7.931

Date prévisionnelle de paiement des indemnités d'ancienneté et de retraite		
A brève échéance (dans les 12 mois à venir)	1.370	1.037
Entre 1 et 2 ans	369	364
Entre 2 et 5 ans	1.005	1.007
A plus de 5 ans	4.526	4.440
Total des indemnités d'ancienneté et de retraite	7.270	6.848

La provision pour les prestations dues aux employés au titre des salaires, traitements et congés annuels correspond au montant que le gouvernement est dans l'obligation imminente de payer résultant des services des employés fournis jusqu'à la date d'arrêté des comptes. Elle est calculée sur la base des échelles salariales en vigueur et comprend tous les congés annuels restant dûs pour les quelques 6.000 employés du gouvernement de Vanuatu.

La provision pour indemnités d'ancienneté et de retraite correspond à la valeur actuelle des décaissements prévisionnels futurs que le gouvernement doit assumer pour les services des employés à la date d'arrêté des comptes. Une dotation de 3,767 milliards de vatu a été introduite au bilan en 2008 et un redressement de la situation nette a été effectué en conséquence. Cette provision a de nouveau fait l'objet d'une régularisation en 2009 pour tenir compte des amendements de la Loi du Travail, ce qui a entraîné de nouveau un redressement de la situation nette pour cet exercice.

En évaluant la dette pour prestations aux employés, on a tenu compte des départs d'effectifs au cours des exercices antérieurs et de la probabilité que les nouveaux effectifs arrivent soit à l'âge de la retraite soit à la fin de la période de 10 ans de service, condition requise actuellement en vigueur pour bénéficier de l'indemnité d'ancienneté.

La part à court terme de la provision pour indemnités d'ancienneté et de retraite couvre toutes les indemnités pour les employés qui ont déjà 55 ans révolus ou auront 55 ans dans les 12 mois à venir. Y est également incluse une provision pour le nombre d'effectifs qui démissionnent chaque année en moyenne et ont plus de 10 ans de service, et qui peuvent donc prétendre aux indemnités d'ancienneté.

La Commission de la Fonction publique accorde des congés annuels fort généreux aux employés qui ont plus de 20 ans d'ancienneté. La date de commencement pour tous les employés en poste avant l'indépendance est le 1er août 1980. Les congés auxquels les employés ont droit en fonction de l'ancienneté sont les suivants :

Ancienneté	Congés dûs
Moins de 20 ans	21 jours de congé par an
20 à 25 ans	24 jours de congé par an
25 à 30 ans	48 jours de congé par an
Plus de 30 ans	72 jours de congé par an

Il y a un nombre croissant d'employés qui ont maintenant plus de 25 ans, voire plus de 30 ans d'ancienneté. Par conséquent, l'obligation en termes de congés annuels croît chaque année, d'autant plus que la majorité des employés qui peuvent prétendre à des congés de 48

ou 72 jours par an ne les prennent pas tous dans l'année au cours de laquelle ils s'accumulent.

Note 15 : Passif sur comptes en fiducie (au 31 décembre 2013)

	2013 vatu million	2012 vatu million
Passif sur comptes en fiducie		
Compte en fiducie des propriétaires coutumiers (loyers fonciers et primes)	579	494
Redevances pour exploitation de carrières et mines	51	60
Fonds de participation et d'investigation maritime	84	48
Fonds en fiducie provenant de la liquidation de sociétés	18	18
Sommes d'argent non revendiquées	42	42
Avances sur consommation d'eau en dépôt	9	8
Autres comptes en fiducie	4	4
Total passif sur comptes en fiducie	787	674

Le passif des comptes de fiducie du gouvernement représente des montants détenus en fiducie pour le compte de tiers ou des dépôts remboursables. Ces montants sont versés sur les comptes bancaires du gouvernement et, de manière générale, des comptes bancaires distincts ne sont pas tenus pour ces montants en fiducie (par contre, l'argent du Fonds de participation et d'investigation maritime est placé sur un compte bancaire à part). De ce fait, les montants d'encaisse et de décaissement se rapportant à ces comptes de fiducie sont inclus dans le solde d'encaisse au bilan et dans l'état des mouvements de la trésorerie. Les charges à payer sont constatées dans le bilan.

Le plus gros montant impayé correspond au compte en fiducie des propriétaires coutumiers, lequel représente des montants facturés pour des terres coutumières qui sont le sujet de litiges. Ceux-ci seront reversés aux propriétaires coutumiers concernés de chaque lot de terre une fois que le propriétaire véritable aura été reconnu par les tribunaux compétents.

Note 16 : Instruments financiers (au 31 décembre 2013)

a) Analyse des instruments financiers

Les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif financiers, par catégorie, sont les suivantes :

	Notes	2013 vatu million	2012 vatu million
Eléments d'actif financiers			
Espèces et quasi-espèces		2.855	2.887
Créances	9	1.624	1.683
Avances	10	277	1,361
Total des éléments d'actif financiers		4.756	5.931
Eléments de passif financiers			
Charges à payer et provisions	13	1.129	952
Prestations dues aux employés	14	8.034	7.931
Emprunts intérieurs		5.930	5.623
Emprunts en monnaie étrangères		9.443	9.702
Fonds du Fonds de Développement détenus en fiducie		1.532	1.965
Autres fonds en comptes en fiducie	15	787	674
Total des éléments de passif financiers		26.855	26.848

b) Publicité de la juste valeur dans l'ordre hiérarchique

La juste valeur d'un instrument est le montant pour lequel un avoir pourrait être échangé ou une dette acquittée entre des parties bien informées et de bonne volonté dans une opération de pleine concurrence.

Les valeurs à la cote représentent une juste valeur quand un instrument financier est négocié sur un marché organisé et liquide qui peut absorber une opération importante sans influencer sur le prix défavorablement vis-à-vis du négociant.

L'évaluation de l'actif et du passif financiers du gouvernement s'énonce comme suit :

Encaisse et quasi-espèces

La valeur de l'encaisse et des quasi-espèces présentée dans l'information est considérée comme juste valeur étant donné la nature à court terme de l'actif financier.

Créances

Les créances comportent une déduction pour la dotation aux provisions pour créances douteuses de sorte que le montant total des créances présenté dans l'information est le montant que l'on s'attend à pouvoir récupérer. Ce montant est considéré être la juste valeur des créances.

Emprunts intérieurs

Tous les emprunts intérieurs consistent en des obligations d'Etat émises par la Banque de Réserve de Vanuatu à des taux d'intérêt fixes. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts sur le marché intérieur.

Emprunts en monnaie étrangère

Les emprunts en devises étrangères correspondent à des prêts consentis par des banques et des organisations internationales de développement à des taux d'intérêt de faveur. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts en monnaie étrangère.

Argent du fonds de développement détenu en fiducie

Les sommes d'argent dans le fonds de développement détenues en fiducie représentent des fonds apportés par des bailleurs de fonds destinés à des projets de développement dont il a été convenu entre le bailleur de fonds et le gouvernement de Vanuatu. Cette dette est en majeure partie compensée par les fonds détenus dans le compte bancaire du fonds de développement et présentés dans l'information comme encaisse et quasi-espèces. Les fonds qui ne sont pas dépensés seront soit restitués au bailleur de fonds concerné soit réaffectés à d'autres projets en accord avec ledit bailleur de fonds. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des sommes d'argent du fonds de développement détenues en fiducie.

Autres fonds sur comptes en fiducie

D'autres fonds sur comptes en fiducie sont des fonds tenus en fiducie pour le compte de tiers, tels que des propriétaires coutumiers. Certains montants sont détenus sur des comptes distincts, certains sur le compte bancaire principal de consolidation. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des autres fonds en fiducie.

Autres éléments d'actif et de passif financiers

Les valeurs d'autres éléments d'actif et de passif financiers telles que présentées dans l'information sont considérées être leur juste valeur.

c) Risques des instruments financiers

Les activités du gouvernement de Vanuatu l'expose à toutes sortes de risques liés aux instruments financiers, notamment les risques du marché, les risques de crédit et les risques de liquidité. Le gouvernement s'efforce de minimiser son exposition aux risques associés à des instruments financiers et poursuit diverses lignes de conduite en vue de gérer ces risques.

Risques du marché

Risque concernant les taux d'intérêts

Le risque des taux d'intérêts est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changement des taux d'intérêts du marché.

Le gouvernement de Vanuatu n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt pour ce qui concerne ses éléments de passif et d'actif financiers actuels, parce que tous ses emprunts et ses avoirs financiers producteurs d'intérêts (comme les avances à des entreprises d'Etat) sont à échéance fixe et à des taux fixes. Le gouvernement court un risque surtout en termes de ses emprunts intérieurs futurs compte tenu de la petite échelle du marché au Vanuatu.

Risque en termes de monnaie

Le risque en termes de monnaie est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changements au niveau des taux de change.

Le risque lié à la monnaie se pose dans le cadre d'achats futurs en capital et de dettes constatées qui sont libellées en monnaie étrangère. Le gouvernement fait des achats en devises étrangères et détient un nombre important d'emprunts libellés en devises étrangères. Par ailleurs, le gouvernement reçoit aussi de l'argent en monnaie étrangère pour des postes de recettes tels que les licences de pêche, l'immatriculation de sociétés 'offshore' (extraterritoriales) et des apports de bailleurs de fonds.

Le gouvernement est exposé à des risques de devises découlant de diverses monnaies, notamment eu égard au Yuan Renminbi chinois, au Yen japonais, au dollar US, aux droits de tirage spéciaux de l'AID, à la monnaie européenne et au dollar australien. Il ne se couvre pas de son exposition aux fluctuations des cours de telles devises. Toutefois, pour réduire le risque de fluctuation des cours, il arrive que le gouvernement garde des fonds reçus en monnaie étrangère pour faire face à des paiements qu'il devra effectuer dans la même monnaie.

Les tableaux qui suivent indiquent les éléments d'actif et de passif financiers détenus dans les monnaies les plus courantes.

Actif et passif financiers par monnaie au 31 décembre 2013	Notes	VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Autre vatu million	Total vatu million
Actif financier							
Encaisse et quasi-espèces		2.720	-	-	134	1	2.855
Créances	9	1.624	-	-	-	-	1.624
Avances	10	277	-	-	-	-	277
Total actif financier		4.621	-	-	134	1	4.756
Passif financier							
Charges à payer et provisions	13	1.129	-	-	-	-	1.129
Prestations dues aux employés	14	8.034					8.034
Emprunts intérieurs		5.930	-	-	-	-	5.930
Emprunts en monnaie étrangère		-	3.969	2.023	1.363	2.088	9.443
Fonds du Fonds de développement détenus en fiducie		1.532	-	-	-	-	1.532
Autres fonds en comptes en fiduciel5		787	-	-	-	-	787
Total passif financier		17.412	3.969	2.023	1.363	2.088	26.855

Actif et passif financiers par monnaie au 31 décembre 2012	Notes	VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Autre vatu million	Total vatu million
Actif financier							
Encaisse et quasi-espèces		2.837	-	-	49	1	2.887
Créances	9	1.683	-	-	-	-	1.683
Avances	10	1.361	-	-	-	-	1.361
Total actif financier		5.881	-	-	49	1	5.931
Passif financier							
Charges à payer et provisions	13	952	-	-	-	-	952
Prestations dues aux employés	14	7.931	-	-	-		7.931
Emprunts intérieurs		5.623	-	-	-	-	5.623
Emprunts en monnaie étrangère		-	3.789	2.397	1.333	2.183	9.702
Fonds du Fonds de développement détenus en fiducie		1.965	-	-	-	-	1.965
Autres fonds en comptes en fiduciel5		674	-	-	-	-	674
Total passif financier		17.145	3.789	2.397	1.333	2.183	26.847

Analyse de la sensibilité à la stabilité et l'instabilité des monnaies

En 2013, le vatu s'est fortement apprécié par rapport au dollar australien et au yen japonais. Il s'est déprécié par rapport au yuan renminbi chinois, au dollar US, aux droits de tirage spéciaux de l'AID et à l'euro. Le tableau ci-dessous montre les taux de change utilisés pour évaluer l'actif et le passif financiers dans les présents comptes annuels et l'évolution des changes entre les exercices de 2012 et 2013. Les taux indiqués sont les taux moyens de la Banque de Réserve de Vanuatu au 31 décembre, montrant le nombre de vatu nécessaire pour acheter une unité de la devise étrangère correspondante.

Monnaies principales		2013	2012	Evolu- tion
Yuan renminbi chinois	CNY	16,04	14,70	8,4%
Yen japonais	JPY	0,93	1,06	-15,1%
Dollar US	USD	97,26	91,66	5,8%
Droits de tirage spéciaux	SDR	149,97	140,60	6,2%
Euro	EUR	134,20	121,35	9,6%
Dollar australien	AUD	86,64	95,10	-9,8%

L'impact sur l'actif et le passif financiers du gouvernement d'une appréciation ou dépréciation hypothétique globale de 5% du vatu par rapport à des devises étrangères est illustré dans le tableau ci-après. Une appréciation de 5% du vatu contre chacune des monnaies énumérées ci-dessous, toutes autres variables restant constantes, aurait entraîné une augmentation de l'excédent de l'exercice à hauteur des montants indiqués dans le tableau. Une dépréciation de 5% du vatu aurait vu l'excédent diminuer d'un même montant.

Sensibilité au risque du taux de change (+/- 5%)		2013 vatu million	2012 vatu million
Yuan renminbi chinois	CNY	198	189
Yen japonais	JPY	101	120
Dollar US	USD	68	67
Droits de tirage spéciaux	SDR	48	48
Euro	EUR	29	31
Dollar australien	AUD	18	21

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte au risque qu'une tierce partie faillira à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière pour le gouvernement. Le gouvernement est exposé au risque de crédit du fait de l'encaisse en banque, de débiteurs et d'avances ou de prêts consentis à d'autres entités.

La majorité de l'encaisse détenue par le gouvernement de Vanuatu est en dépôt avec la Banque de Réserve de Vanuatu, avec quelques montants de moindre importance sur des comptes dans diverses banques commerciales de Vanuatu. La Banque de Réserve de Vanuatu a une très bonne cote de crédit et il n'y a guère de risques pour les fonds qu'elle détient.

Le gouvernement a des difficultés à recouvrer les comptes impayés de débiteurs et beaucoup de créances remontent à plusieurs années. La valeur des créances a été régularisée par une provision pour créances douteuses, de sorte que la valeur indiquée correspond au montant qu'il s'attend à pouvoir récupérer.

Le gouvernement a consenti maintes avances ou prêts, en majorité à des entreprises d'Etat, comme précisé à la Note 10. En règle générale, il n'y a pas de garantie pour ces prêts, mais ils ont été accordés à des entités dans lesquelles le gouvernement détient une participation. Les plus importants de ces prêts sont ceux de 973 millions outstanding from Air Vanuatu for the purchase of Y12 Aircraft. dûs par Air Vanuatu pour l'achat d'appareils Y12 et à des fins d'exploitation. La viabilité financière d'Air Vanuatu est en train d'être examinée, mais pour

l'heure, la compagnie aérienne devrait pouvoir faire face au paiement de ces prêts lorsque ses opérations se seront améliorées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de voir le gouvernement rencontrer des difficultés à réunir des fonds liquides pour faire face à ses engagements à leur échéance.

Le tableau ci-dessous donne une analyse des obligations financières du gouvernement par groupement d'échéances correspondantes, sur la base du temps restant à courir depuis la date d'arrêté de ces comptes jusqu'à la date de maturité contractuelle. Les montants présentés correspondent à la valeur non actualisée des rentrées nettes de fonds.

		Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	A moins d'un an	1-2 ans	2-5 ans	Plus de 5 ans
au 31 décembre 2013	Notes	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Passif financier							
Charges à payer et provisions	13	1.129	1.129	1.129			
Prestations dues aux employés	14	8.034	8.034	2.134	369	1.005	4.526
Emprunts intérieurs		5.930	5.930	1.000	945	1.273	2.712
Emprunts en monnaie étrangère		9.443	9.443	343	554	2.214	6.332
Fonds du Fonds de développement détenus en fiducie		1.532	1.532	1.302	230	-	-
Autres fonds en comptes en fiducie	15	787	787	472	157	79	79
Total passif financier		26.855	26.855	6.380	2.255	4.571	13.649

		Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	A moins d'un an	1-2 ans	2-5 ans	Plus de 5 ans
au 31 décembre 2012	Notes	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Passif financier							
Charges à payer et provisions	13	952	952	952			
Prestations dues aux employés	14	7.931	7.931	2.120	364	1.007	4.440
Emprunts intérieurs		5.623	5.623	1.115	1.000	1.401	2.107
Emprunts en monnaie étrangère		9.702	9.702	456	591	2.136	6.519
Fonds du Fonds de développement détenus en fiducie		1.965	1.965	1.670	295	-	-
Autres fonds en comptes en fiducie	15	674	674	404	135	67	68
Total passif financier		26.847	26.847	6.717	2.385	4.611	13.134

Le gouvernement a connu des problèmes de liquidité en 2013 et a emprunté 306 millions de vatu par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour financer le déficit de l'exercice. De plus, un autre montant, de 1,115 millions, a été emprunté par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour reconduire des obligations qui arrivaient à échéance en 2013.

Le gouvernement est en mesure de réunir des fonds pour faire face à ses obligations financières par des rentrées de fonds d'exploitation, de nouvelles émissions d'obligations intérieures et le produit d'avoirs financiers arrivant à maturité. Il dispose également d'une facilité de découvert de 400 millions de vatu auprès de la Banque de Réserve de Vanuatu.

Par ailleurs, le gouvernement est en mesure de mettre des fonds à disposition pour des obligations financières en appliquant des politiques de restriction des dépenses et en retardant ou en diminuant les crédits devant être débloqués pour les structures hiérarchiques.

Le gouvernement peut aussi accroître les recettes par la mise en œuvre de politiques de perception de recettes et de taxes en cas de besoin.

Note 17 : Parties liées

Les relations entre parties liées sont une caractéristique normale du commerce et le gouvernement traite avec des parties liées dans le cours normal de ses activités. Parmi les parties liées du gouvernement, il faut citer :

- les Ministres de l'Etat, personnel de gestion clef car ils ont l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités du gouvernement, directement ou indirectement ;
- les conjoints, enfants et personnes à charge des ministres, qui sont des membres de la famille proche du personnel de gestion clef ; et
- des entités du secteur privé qui appartiennent à des ministres, leurs conjoints, enfants et personnes à charge, ou sont contrôlés conjointement par ceux-ci.

Compte tenu de l'ampleur des activités du gouvernement, ces parties liées mènent des transactions avec le secteur des pouvoirs publics au même titre que des citoyens ordinaires. Ces transactions incluent le paiement de taxes et de charges d'usager et la réception de prestations et de services (tels que l'accès à l'éducation). Ces transactions ne sont pas l'objet d'une information distincte dans la présente note.

D'autres transactions avec ces parties liées peuvent inclure l'emploi de conjoints, d'enfants et de personnes à charge de ministres par une entité gouvernementale, y compris cabinets ministériels, ministères, services, entreprises d'Etat et d'autres agences gouvernementales, la réception de subventions de la part d'entités gouvernementales ou l'achat ou la vente de biens et services à ces entités par des ministres, leurs conjoints, enfants et personnes à charge, ou des entités du secteur privé qui leur appartiennent ou qu'ils contrôlent conjointement. Ces transactions ne sont pas l'objet d'une information distincte dans la présente note, à moins qu'elles n'aient eu lieu sous le couvert du portefeuille d'un Ministre.

Prenant en compte les paragraphes précédents, il n'y a pas de transactions avec des parties liées devant faire l'objet d'une information distincte.

Note 18 : Evénements ultérieurs à la date de clôture des comptes

Aucun événement significatif ne s'est produit depuis la date de clôture du bilan qui nécessiterait une régularisation ou une information additionnelle dans les états financiers.

Le Vanuatu a été frappé par un cyclone de catégorie 5 (PAM) en mars 2015 et de nombreux éléments d'actif de l'Etat ont été sérieusement endommagés. Toute l'ampleur des dégâts reste encore à identifier et le coût en sera constaté dans les comptes annuels de 2015. De plus, le pays a traversé une période d'El Niño du mois de septembre 2015 au mois de mars 2016, ce qui a eu un impact sur les moyens du gouvernement pour venir en aide aux zones touchées.

Aucun événement significatif ne s'est produit depuis la date de clôture du bilan qui nécessiterait une régularisation ou une information additionnelle dans les états financiers.

AUTRES ETATS

**Comme imposé par la Loi relative aux Finances publiques et à la
Gestion économique**

Récapitulatif des affectations par Ministère
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget Final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcent- age %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
ORGANES CONSTITUTIONNELS									
Président de la République									
Gestion du Palais présidentiel	CAAA	40,237,809	-	40,237,809	-	40,237,809	40,337,474	(99,665)	0%
Total Président de la République		40,237,809	-	40,237,809	-	40,237,809	40,337,474	(99,665)	0%
Parlement									
Procédure et affaires législatives	CBAA	368,641,374	-	368,641,374	2,000,000	370,641,374	384,160,992	(13,519,618)	-4%
Sécurité et protocole	CBAB	3,691,132	-	3,691,132	-	3,691,132	5,683,673	(1,992,541)	-54%
Relations interparlementaires	CBAC	9,149,108	-	9,149,108	-	9,149,108	7,898,485	1,250,623	14%
Bureau du Chef de l'Opposition	CBAD	22,618,099	-	22,618,099	-	22,618,099	23,872,461	(1,254,362)	-6%
Commission du Règlement intérieur	CBBA	3,670,250	-	3,670,250	-	3,670,250	3,123,082	547,168	15%
Commission des Privilèges et Immunités parlementaires	CBBB	3,670,250	-	3,670,250	-	3,670,250	3,493,811	176,439	5%
Commission des Comptes publics	CBBC	8,537,298	-	8,537,298	-	8,537,298	6,854,759	1,682,539	20%
Commission des Institutions	CBBD	3,686,753	-	3,686,753	-	3,686,753	2,889,797	796,956	22%
Commission de la Politique économique	CBBE	3,670,250	-	3,670,250	-	3,670,250	2,941,869	728,381	20%
Commission de la Politique sociale	CBBF	3,570,000	-	3,570,000	-	3,570,000	3,128,801	441,199	12%
Procès-verbaux du Parlement	CBCA	8,639,587	-	8,639,587	-	8,639,587	8,556,914	82,673	1%
Bibliothèque et archives	CBCB	3,501,381	-	3,501,381	-	3,501,381	4,835,248	(1,333,867)	-38%
Gestion financière	CBDA	2,773,494	-	2,773,494	-	2,773,494	2,869,374	(95,880)	-3%
Administration du personnel et entretien	CBDB	21,522,980	-	21,522,980	-	21,522,980	19,408,932	2,114,048	10%
Allocations des députés	CBDC	52,000,000	-	52,000,000	(2,000,000)	50,000,000	49,810,746	189,254	0%
Total Parlement		519,341,956	-	519,341,956	-	519,341,956	529,528,944	(10,186,988)	-2%
Judiciaire									
Services généraux	CIAA	20,144,753	-	20,144,753	-	20,144,753	20,106,104	38,649	0%
Cour d'Appel	CIAB	15,238,159	-	15,238,159	-	15,238,159	15,182,080	56,079	0%
Cour Suprême	CIAC	71,723,702	-	71,723,702	4,868,668	76,592,370	74,986,010	1,606,360	2%
Tribunaux de 1ère instance	CIAD	37,118,196	-	37,118,196	(3,648,668)	33,469,528	33,307,571	161,957	0%
Tribunaux d'île	CIAE	23,370,203	-	23,370,203	(1,220,000)	22,150,203	21,652,413	497,790	2%
Tribunaux fonciers	CIAF	6,627,500	-	6,627,500	-	6,627,500	6,627,500	-	0%
Exécution	CIAG	6,879,723	-	6,879,723	-	6,879,723	6,782,412	97,311	1%
Formation et développement judiciaire	CIAH	4,803,510	-	4,803,510	-	4,803,510	4,788,534	14,976	0%
Total Judiciaire		185,905,746	-	185,905,746	-	185,905,746	183,432,624	2,473,122	1%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcen- tage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Malvatumauri									
Administration du Conseil national des Chefs	CDA1	22,848,867	-	22,848,867	(320,000)	22,528,867	20,814,685	1,714,182	8%
Fonds pour 14 Conseils des Chefs d’île	CDA2	5,387,000	-	5,387,000	-	5,387,000	4,902,000	485,000	9%
Allocations des membres du Malvatumauri	CDA3	14,249,422	-	14,249,422	-	14,249,422	16,143,931	(1,894,509)	-13%
Total Malvatumauri		42,485,289	-	42,485,289	(320,000)	42,165,289	41,860,616	304,673	1%
Contrôleur général des Comptes									
Planification , orientation et normes	CEAA	5,455,403	-	5,455,403	-	5,455,403	4,255,916	1,199,487	22%
Opérations de vérification	CEAB	19,991,115	-	19,991,115	(1,748,821)	18,242,294	10,299,170	7,943,124	44%
Services généraux	CEAC	7,119,016	-	7,119,016	1,748,821	8,867,837	8,826,029	41,808	0%
Total Contrôleur général des Comptes		32,565,534	-	32,565,534	-	32,565,534	23,381,115	9,184,419	28%
Médiateur									
Planification , Gestion et Investigations	CCAA	40,972,648	-	40,972,648	-	40,972,648	32,038,337	8,934,311	22%
Total Médiateur		40,972,648	-	40,972,648	-	40,972,648	32,038,337	8,934,311	22%
Procureur général									
Planification et gestion	CGAA	8,478,026	-	8,478,026	(60,000)	8,418,026	8,519,868	(101,842)	-1%
Introduction de poursuites au pénal	CGAB	24,674,390	-	24,674,390	-	24,674,390	23,555,499	1,118,891	5%
Services généraux	CGAC	4,299,116	-	4,299,116	60,000	4,359,116	4,150,799	208,317	5%
Total Procureur général		37,451,532	-	37,451,532	-	37,451,532	36,226,166	1,225,366	3%
Avocat Public									
Représentation	CHAA	47,236,950	-	47,236,950	-	47,236,950	45,920,700	1,316,250	3%
Total Avocat Public		47,236,950	-	47,236,950	-	47,236,950	45,920,700	1,316,250	3%
Commission de la Fonction publique									
Services généraux	CJAA	43,637,470	-	43,637,470	13,245,519	56,882,989	57,488,538	(605,549)	-1%
Gestion des ressources humaines	CJAB	17,317,189	-	17,317,189	(3,669,120)	13,648,069	14,025,275	(377,206)	-3%
Unité de perfectionnement	CJAC	12,402,681	-	12,402,681	(5,140,658)	7,262,023	7,316,638	(54,615)	-1%
Développement des ressources humaines	CJAD	16,931,706	-	16,931,706	(4,260,216)	12,671,490	12,902,123	(230,633)	-2%
Section juridique de la Fonction publique	CJAE	6,317,203	-	6,317,203	(175,525)	6,141,678	6,012,953	128,725	2%
Total Commission de la Fonction publique		96,606,249	-	96,606,249	-	96,606,249	97,745,527	(1,139,278)	-1%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcentage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Commission de la Magistrature									
Prise de décision	CLAA	344,000	-	344,000	-	344,000	(628,076)	972,076	283%
Services d'encadrement administratif	CLAB	545,186	-	545,186	-	545,186	(809,835)	1,355,021	249%
Total Commission de la Magistrature		889,186	-	889,186	-	889,186	(1,437,911)	2,327,097	262%
Cabinet juridique de l'Etat									
Fourniture de conseils et de services juridiques	CFAA	92,199,461	-	92,199,461	-	92,199,461	92,886,916	(687,455)	-1%
Total Cabinet juridique de l'Etat		92,199,461	-	92,199,461	-	92,199,461	92,886,916	(687,455)	-1%
Bureau de la Citoyenneté									
Commission de la Citoyenneté	CKAA	4,057,324	-	4,057,324	-	4,057,324	3,790,107	267,217	7%
Total Bureau de la Citoyenneté		4,057,324	-	4,057,324	-	4,057,324	3,790,107	267,217	7%
TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS		1,139,949,684	-	1,139,949,684	(320,000)	1,139,629,684	1,125,710,615	13,919,069	1%
MINISTERE DU PREMIER MINISTRE									
Direction stratégique	MCBA	84,955,866	-	84,955,866	2,017,100	86,972,966	73,732,936	13,240,030	15%
Administration et Coordination des Programmes du gouvernement	MPAA	77,112,547	5,000,000	82,112,547	(9,735,898)	72,376,649	80,755,475	(8,378,826)	-12%
Services généraux	MPBA	34,745,912	-	34,745,912	18,594,030	53,339,942	52,438,908	901,034	2%
Services linguistiques	MPCA	28,834,529	-	28,834,529	1,322,427	30,156,956	30,007,799	149,157	0%
Conseil de révision des traitements de l'Etat	MPDE	5,511,571	-	5,511,571	(940,658)	4,570,913	3,734,321	836,592	18%
Politique et administration de la technologie de l'information et de la communication	MPEA	290,250,293	-	290,250,293	(6,500,000)	283,750,293	281,482,113	2,268,180	1%
TOTAL MINISTERE DU PREMIER MINISTRE		521,410,718	5,000,000	526,410,718	4,757,001	531,167,719	522,151,552	9,016,167	2%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHE									
Gestion du portefeuille	MAAA	38,205,074	-	38,205,074	8,930,693	47,135,767	48,047,633	(911,866)	-2%
Haute direction du Ministère et Services généraux	MABA	12,012,382	-	12,012,382	(1,216,470)	10,795,912	10,745,150	50,762	0%
Produits de base	MACA	46,551,433	-	46,551,433	1,736,808	48,288,241	50,068,001	(1,779,760)	-4%
Hygiène et sécurité alimentaires	MACB	16,291,131	-	16,291,131	(2,548,186)	13,742,945	13,024,445	718,500	5%
Orientation et Administration	MACD	51,898,793	-	51,898,793	(2,879,462)	49,019,331	47,785,396	1,233,935	3%
Administration de la Biosécurité	MADA	17,352,423	3,300,000	20,652,423	(813,491)	19,838,932	18,531,318	1,307,614	7%
Contrat vétérinaire	MADB	25,000,000	-	25,000,000	-	25,000,000	19,220,524	5,779,476	23%
Opérations de biosécurité Sud	MADC	24,788,180	-	24,788,180	(2,601,563)	22,186,617	31,421,370	(9,234,753)	-42%
Opérations de biosécurité Nord	MADD	16,535,355	-	16,535,355	(2,965,487)	13,569,868	12,206,793	1,363,075	10%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcentage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHE (suite)									
Services phytosanitaires	MADG	7,735,842	-	7,735,842	(680,000)	7,055,842	4,819,054	2,236,788	32%
Administration des pêcheries	MAEF	23,637,253	-	23,637,253	164,889	23,802,142	26,880,658	(3,078,516)	-13%
Recherche sur la pêche et aquaculture	MAEH	12,857,701	-	12,857,701	374,948	13,232,649	13,336,346	(103,697)	-1%
Conformité et permis de pêche	MAEI	16,627,752	-	16,627,752	-	16,627,752	15,562,087	1,065,665	6%
Développement de la pêche et prises	MAEJ	25,695,800	-	25,695,800	(316,299)	25,379,501	26,072,818	(693,317)	-3%
Politique sur la pêche et gestion	MAEQ	7,557,831	-	7,557,831	-	7,557,831	7,415,092	142,739	2%
Contrôle des fruits de mer	MAER	6,092,186	-	6,092,186	(2,909,854)	3,182,332	2,848,453	333,879	10%
Sylviculture	MAFA	58,740,995	-	58,740,995	(1,250,000)	57,490,995	55,551,296	1,939,699	3%
Production animale	MAHA	34,478,618	-	34,478,618	6,973,474	41,452,092	41,010,927	441,165	1%
TOTAL MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHE		442,058,749	3,300,000	445,358,749	-	445,358,749	444,547,361	811,388	0%
MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME									
Coordination du portefeuille	MTAA	46,151,455	-	46,151,455	-	46,151,455	47,843,551	(1,692,096)	-4%
Haute direction	MTBA	141,905,150	-	141,905,150	3,000,000	144,905,150	143,798,360	1,106,790	1%
Technologie alimentaire	MTBB	8,977,332	-	8,977,332	(500,000)	8,477,332	8,854,537	(377,205)	-4%
Développement de la propriété intellectuelle Vanuatu	MTBC	5,000,000	-	5,000,000	(900,000)	4,100,000	3,743,533	356,467	9%
Industrie et Commerce	MTCA	12,335,608	-	12,335,608	550,000	12,885,608	13,160,714	(275,106)	-2%
Commerce et Marketing	MTCC	12,074,351	-	12,074,351	-	12,074,351	11,583,341	491,010	4%
Industrie primaire	MTDA	3,923,853	-	3,923,853	-	3,923,853	4,266,310	(342,457)	-9%
Industrie provinciale	MTDB	8,405,903	-	8,405,903	(2,179,263)	6,226,640	5,491,873	734,767	12%
Politique et Administration	MTDE	8,780,970	-	8,780,970	1,150,176	9,931,146	9,913,817	17,329	0%
Marketing et Promotion	MTDF	2,944,922	-	2,944,922	(120,913)	2,824,009	3,180,001	(355,992)	-13%
Développement du tourisme	MTFB	24,173,281	-	24,173,281	(230,304)	23,942,977	20,588,385	3,354,592	14%
Normes pour le tourisme	MTFC	3,949,195	-	3,949,195	578,383	4,527,578	4,455,076	72,502	2%
Développement du tourisme dans les provinces	MTFD	25,220,450	-	25,220,450	(748,079)	24,472,371	23,187,019	1,285,352	5%
TOTAL MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME		303,842,470	-	303,842,470	600,000	304,442,470	300,066,517	4,375,953	1%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcentage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DES COOPERATIVES ET DES SERVICES DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES NI-VANUATU									
Coordination du portefeuille	MVAA	35,831,685	(23,814,202)	12,017,483	-	12,017,483	11,916,789	100,694	1%
Developpement des coopératives	MVBA	60,707,452	-	60,707,452	(600,000)	60,107,452	59,083,486	1,023,966	2%
TOTAL MINISTERE DES COOPERATIVES ET DES SERVICES DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES NI-VANUATU		96,539,137	(23,814,202)	72,724,935	(600,000)	72,124,935	71,000,275	1,124,660	2%
MINISTERE DE L'EDUCATION									
Section d'encadrement du Cabinet	MEAA	46,717,892	-	46,717,892	730,000	47,447,892	48,190,157	(742,265)	-2%
Section du Directeur Général	MEBA	20,949,937	-	20,949,937	4,436,287	25,386,224	23,938,358	1,447,866	6%
Section de l'Administration et des Finances	MEBB	71,096,602	-	71,096,602	17,562,565	88,659,167	85,095,347	3,563,820	4%
Section de l'orientation et de la planification	MEBC	57,671,942	-	57,671,942	(5,610,598)	52,061,344	46,418,371	5,642,973	11%
Section de l'administration des écoles	MECA	164,231,583	-	164,231,583	(37,619,648)	126,611,935	122,772,203	3,839,732	3%
Section des établissement secondaires	MECB	1,155,876,338	-	1,155,876,338	(4,222,010)	1,151,654,328	1,181,426,671	(29,772,343)	-3%
Section des écoles primaires	MECC	1,730,987,504	-	1,730,987,504	(9,807,031)	1,721,180,473	1,719,823,541	1,356,932	0%
Section de l'enseignement technique et supérieur	MECD	465,439,637	298,000,000	763,439,637	50,018,245	813,457,882	696,332,887	117,124,995	14%
Services d'encadrement des écoles	MECE	154,627,185	-	154,627,185	(12,293,772)	142,333,413	136,371,651	5,961,762	4%
Commission du Corps enseignant	MEDA	107,672,602	-	107,672,602	(8,272,000)	99,400,602	99,442,141	(41,539)	0%
Autres Commissions et Conseils de l'éducation	MEDB	11,753,973	-	11,753,973	5,077,962	16,831,935	16,640,813	191,122	1%
Haute direction et Services d'encadrement	MYBA	23,521,273	1,000,000	24,521,273	-	24,521,273	24,304,601	216,672	1%
Contribution au développement des sports et jeunes	MYBB	52,401,645	3,000,000	55,401,645	1,094,450	56,496,095	56,619,810	(123,715)	0%
EFTP et débouchés sur le marché de l'emploi	MYCA	28,913,484	-	28,913,484	(1,762,450)	27,151,034	26,872,246	278,788	1%
TOTAL MINISTERE DE L'EDUCATION		4,091,861,597	302,000,000	4,393,861,597	(668,000)	4,393,193,597	4,284,248,797	108,944,800	2%
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE									
Gestion du portefeuille	MFAA	43,346,193	-	43,346,193	-	43,346,193	44,077,164	(730,971)	-2%
Exécutif du minitère et Audit interne	MFBA	47,190,447	-	47,190,447	-	47,190,447	38,732,621	8,457,826	18%
Services généraux	MFBB	122,628,382	-	122,628,382	(2,514,054)	120,114,328	107,977,947	12,136,381	10%
Services des informations	MFBC	89,657,882	-	89,657,882	(1,100,000)	88,557,882	84,087,384	4,470,498	5%
Développement de la politique économique	MFCA	22,826,884	-	22,826,884	(1,000,000)	21,826,884	19,137,164	2,689,720	12%
Services financiers publics	MFCC	356,617,735	-	356,617,735	(500,000)	356,117,735	283,230,423	72,887,312	20%
Collecte, analyse et publication de statistiques nationales	MFDA	36,784,413	-	36,784,413	163,570	36,947,983	29,687,244	7,260,739	20%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcent- age %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE (suite)									
Bureaux provinciaux de la statistique	MFDB	11,920,593	-	11,920,593	-	11,920,593	11,662,075	258,518	2%
Provision de la dette publique	MFEA	2,610,488,884	-	2,610,488,884	(80,000,000)	2,530,488,884	2,133,318,984	397,169,900	16%
Paiements centralisés	MFEC	131,131,135	27,700,000	158,831,135	152,464,491	311,295,626	291,038,701	20,256,925	7%
Paiement des anciens dirigeants	MFED	5,000,000	-	5,000,000	-	5,000,000	4,093,452	906,548	18%
Perception des droits de douane et d'accise	MFFA	75,214,287	-	75,214,287	(1,600,000)	73,614,287	72,932,118	682,169	1%
Perception de la TVA	MFFB	74,335,914	-	74,335,914	(3,050,000)	71,285,914	72,148,807	(862,893)	-1%
Perception des taxes et contributions indirectes	MFFC	28,812,637	-	28,812,637	(700,000)	28,112,637	27,393,138	719,499	3%
Contrôle des frontières	MFGA	43,068,732	-	43,068,732	-	43,068,732	43,309,293	(240,561)	-1%
Investissement et contentieux	MFGB	9,036,113	-	9,036,113	8,800,484	17,836,597	17,464,552	372,045	2%
Bureau du Tourisme de Vanuatu	MFIA	139,989,780	20,000,000	159,989,780	-	159,989,780	159,989,780	-	0%
Centre de recherche agronomique et de formation (VARTC)	MFIB	35,692,438	-	35,692,438	-	35,692,438	35,692,438	-	0%
Sté de radiodiffusion et de Télévision de Vanuatu	MFIC	60,193,317	-	60,193,317	-	60,193,317	60,193,316	1	0%
Centre culturel de Vanuatu	MFID	26,291,633	-	26,291,633	-	26,291,633	26,291,633	-	0%
Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)	MFIE	30,000,000	-	30,000,000	-	30,000,000	30,000,000	-	0%
Subventions à UPS et SPBCA	MFIF	146,200,000	-	146,200,000	(71,964,491)	74,235,509	69,923,650	4,311,859	6%
Administration des affaires maritimes de Vanuatu	MFIG	15,000,000	-	15,000,000	-	15,000,000	10,279,730	4,720,270	31%
Collège Maritime de Vanuatu	MFIH	41,255,243	-	41,255,243	-	41,255,243	41,255,244	(1)	0%
Of. de réglementation entreprises de services publics	MFIJ	20,226,099	-	20,226,099	1,000,000	21,226,099	21,226,099	-	0%
Collège agricole de Vanuatu	MFIJ	82,800,392	-	82,800,392	-	82,800,392	82,800,392	-	0%
Subvention à l'OPIV (VIPA)	MFIL	38,668,264	-	38,668,264	-	38,668,264	38,668,264	-	0%
TOTAL MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE		4,344,377,397	47,700,000	4,392,077,397	-	4,392,077,397	3,856,611,613	535,465,784	12%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR									
Coordination du portefeuille	MOAA	54,613,974	-	54,613,974	-	54,613,974	54,483,709	130,265	0%
Opérations du Service des Affaires étrangères	MOBA	258,650,887	27,000,000	285,650,887	-	285,650,887	281,221,416	4,429,471	2%
TOTAL MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR		313,264,861	27,000,000	340,264,861	-	340,264,861	335,705,125	4,559,736	1%
MINISTERE DE LA SANTE									
Gestion du portefeuille	MHAA	47,585,260	-	47,585,260	-	47,585,260	46,922,328	662,932	1%
Exécutif du ministère	MHBA	11,066,476	-	11,066,476	-	11,066,476	10,623,190	443,286	4%
Services généraux	MHBB	239,617,971	-	239,617,971	(40,596,590)	199,021,381	184,420,011	14,601,370	7%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcent- age %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE LA SANTE (suite)									
Services hospitaliers	MHCA	774,535,301	-	774,535,301	40,596,590	815,131,891	812,142,544	2,989,347	0%
Services de santé communautaires	MHCB	308,541,447	-	308,541,447	-	308,541,447	313,338,747	(4,797,300)	-2%
Services de santé et d'hygiène publiques	MHCC	54,993,108	-	54,993,108	-	54,993,108	51,449,347	3,543,761	6%
Stock de fournitures médicales	MHCD	173,500,000	-	173,500,000	-	173,500,000	178,018,159	(4,518,159)	-3%
TOTAL MINISTERE DE LA SANTE		1,609,839,563	-	1,609,839,563	-	1,609,839,563	1,596,914,326	12,925,237	1%
MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES SERVICES PUBLICS									
Coordination du portefeuille	MUAA	51,931,946	-	51,931,946	(800,000)	51,131,946	51,176,311	(44,365)	0%
Directeur général et Services généraux	MUBA	82,899,333	-	82,899,333	8,000,000	90,899,333	88,068,447	2,830,886	3%
Administration des ports	MUEA	165,822,184	-	165,822,184	(10,900,000)	154,922,184	137,589,090	17,333,094	11%
Développement et entretien des Infrastructures publiques	MUFA	416,550,194	-	416,550,194	(5,155,591)	411,394,603	395,521,554	15,873,049	4%
Contributions du gouvernement à des projets	MUFC	500,000,000	-	500,000,000	8,855,591	508,855,591	506,787,240	2,068,351	0%
TOTAL MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES SERVICES PUBLICS		1,217,203,657	-	1,217,203,657	-	1,217,203,657	1,179,142,642	38,061,015	3%
MINISTERE DE L'INTERIEUR									
Gestion du portefeuille	MIAA	41,214,657	-	41,214,657	1,867,995	43,082,652	43,347,731	(265,079)	-1%
Services généraux	MIAB	50,006,076	10,000,000	60,006,076	2,877,208	62,883,284	62,695,665	187,619	0%
Célébration de l'Indépendance	MIAD	8,000,000	-	8,000,000	-	8,000,000	7,999,919	81	0%
Prévention du crime	MIAE	2,000,000	-	2,000,000	1,640,059	3,640,059	3,640,059	-	0%
Subventions aux Provinces	MICA	254,385,920	-	254,385,920	2,890,000	257,275,920	257,239,178	36,742	0%
Subventions aux communes	MICB	17,353,700	-	17,353,700	-	17,353,700	17,394,208	(40,508)	0%
Administration des Services régionaux	MICC	48,122,419	-	48,122,419	(4,395,000)	43,727,419	44,043,387	(315,968)	-1%
Commandement mixte et police	MIDA	215,053,442	4,000,000	219,053,442	(19,757,001)	199,296,441	204,647,990	(5,351,549)	-3%
Police région Nord	MIDB	61,246,002	-	61,246,002	15,000,000	76,246,002	17,416,161	58,829,841	77%
Police région Centre	MIDC	36,104,463	-	36,104,463	-	36,104,463	37,969,400	(1,864,937)	-5%
Police région Sud	MIDD	177,403,170	-	177,403,170	-	177,403,170	242,696,330	(65,293,160)	-37%
Garde Mobile de Vanuatu	MIDE	206,166,595	-	206,166,595	-	206,166,595	264,693,350	(58,526,755)	-28%
Escadre maritime	MIDF	38,785,816	-	38,785,816	-	38,785,816	(8,027)	38,793,843	100%
Police des frontières	MIDG	62,952,472	-	62,952,472	6,187,660	69,140,132	68,694,960	445,172	1%
Délivrance de passeports	MIDH	14,155,555	-	14,155,555	(1,072,719)	13,082,836	12,582,786	500,050	4%
Réglementation du Travail	MIEA	51,068,408	-	51,068,408	3,640,463	54,708,871	54,560,693	148,178	0%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcen- tage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'INTERIEUR (suite)									
Services électoraux	MIEB	19,415,157	-	19,415,157	4,312,924	23,728,081	23,511,235	216,846	1%
Organisation des élections	MIEC	83,100,000	-	83,100,000	(21,826,994)	61,273,006	61,355,932	(82,926)	0%
Registre de l'état civil	MIED	11,464,757	-	11,464,757	4,478,404	15,943,161	15,849,907	93,254	1%
Gestion des catastrophes naturelles	MIEF	21,697,904	-	21,697,904	(1,100,000)	20,597,904	19,423,907	1,173,997	6%
Commission du Corps de Police	MIGA	5,854,128	-	5,854,128	-	5,854,128	5,879,819	(25,691)	0%
TOTAL MINISTERE DE L'INTERIEUR		1,425,550,641	14,000,000	1,439,550,641	(5,257,001)	1,434,293,640	1,465,634,590	(31,340,950)	-2%
MINISTERE DES TERRES, GEOLOGIE & MINES									
Coordination du portefeuille	MLAA	37,996,871	-	37,996,871	(513,000)	37,483,871	39,064,615	(1,580,744)	-4%
Haute direction	MLBA	19,038,610	-	19,038,610	20,000	19,058,610	19,382,731	(324,121)	-2%
Services généraux	MLBB	72,519,287	-	72,519,287	64,046	72,583,333	71,178,317	1,405,016	2%
Gestion et évaluation de l'énergie	MLCA	12,486,880	-	12,486,880	(2,983,021)	9,503,859	8,992,379	511,480	5%
Mines et minerais	MLCB	14,361,848	-	14,361,848	(1,315,557)	13,046,291	13,029,222	17,069	0%
Gestion de l'environnement, recherche et Services de vulgarisation	MLDA	15,408,977	-	15,408,977	980,000	16,388,977	16,758,110	(369,133)	-2%
Service topographique	MLEA	26,226,254	-	26,226,254	(2,240,000)	23,986,254	25,847,813	(1,861,559)	-8%
Planification de l'utilisation des terres	MLEB	9,769,453	-	9,769,453	1,760,000	11,529,453	12,730,868	(1,201,415)	-10%
Gestion des baux	MLEC	39,619,505	-	39,619,505	(90,000)	39,529,505	39,459,032	70,473	0%
Enregistrement des terres coutumières	MLED	-	-	-	930,000	930,000	1,464,116	(534,116)	-57%
Recherche géologique	MLFB	-	-	-	687,532	687,532	569,587	117,945	17%
Hydraulique rurale	MLGA	17,569,468	-	17,569,468	-	17,569,468	17,375,586	193,882	1%
Gestion des ressources hydriques	MLGB	9,901,320	-	9,901,320	200,000	10,101,320	10,090,521	10,799	0%
Bureau de l'Evaluateur général	MLHA	8,183,575	-	8,183,575	-	8,183,575	8,091,274	92,301	1%
TOTAL MINISTERE DES TERRES, DE LA GEOLOGIE ET DES MINES		283,082,048	-	283,082,048	(2,500,000)	280,582,048	284,034,171	(3,452,123)	-1%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION									
Services d'encadrement du Cabinet	MYAA	-	29,304,624	29,304,624	668,000	29,972,624	31,255,751	(1,283,127)	-4%
TOTAL MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION		-	29,304,624	29,304,624	668,000	29,972,624	31,255,751	(1,283,127)	-4%

Récapitulatif des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Virements budgétaires vatu	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	En moins/ (Dépassement) vatu	Pourcentage (Dépassement) %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES D'INTERET PUBLIC									
Gestion du portefeuille	MJAA	42,394,224	-	42,394,224	(723,251)	41,670,973	42,830,060	(1,159,087)	-3%
Services généraux	MJAB	29,720,487	-	29,720,487	5,330,193	35,050,680	35,987,695	(937,015)	-3%
Condition féminine	MJBA	37,527,797	-	37,527,797	(4,881,764)	32,646,033	31,287,717	1,358,316	4%
Services correctionnels	MJCA	182,906,929	-	182,906,929	594,822	183,501,751	181,975,510	1,526,241	1%
Bureau du tribunal foncier	MJDA	7,606,759	-	7,606,759	-	7,606,759	8,675,660	(1,068,901)	-14%
Bureau de la Commission de réforme des lois	MJEA	11,349,840	-	11,349,840	-	11,349,840	11,051,310	298,530	3%
TOTAL MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES D'INTERET PUBLIC		311,506,036	-	311,506,036	320,000	311,826,036	311,807,952	18,084	0%
MINISTERE DE L'AVIATION CIVILE, DE LA METEOROLOGIE ET DES SERVICES POSTAUX									
Cabinet de l'Aviation civile	MBAA	40,848,678	(29,304,624)	11,544,054	1,500,000	13,044,054	13,039,054	5,000	0%
Gestion de l'Aviation civile et encadrement administratif	MUCA	52,146,614	-	52,146,614	(1,500,000)	50,646,614	43,020,534	7,626,080	15%
Prévisions, surveillance et recherche météo	MUDA	132,513,659	-	132,513,659	(7,000,000)	125,513,659	125,322,530	191,129	0%
TOTAL MINISTERE DE L'AVIATION CIVILE, DE LA METEOROLOGIE ET DES SERVICES POSTAUX		225,508,951	(29,304,624)	196,204,327	(7,000,000)	189,204,327	181,382,118	7,822,209	4%
MINISTERE DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DES RISQUES GEOLOGIQUES ET DE L'ENERGIE									
Coordination du portefeuille	MGAA	-	24,814,202	24,814,202	10,000,000	34,814,202	35,299,886	(485,684)	-1%
TOTAL MINISTERE DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DES RISQUES GEOLOGIQUES ET DE L'ENERGIE		-	24,814,202	24,814,202	10,000,000	34,814,202	35,299,886	(485,684)	-1%
TOTAL GOUVERNEMENT DE VANUATU									
		16,325,995,509	400,000,000	16,725,995,509	-	16,725,995,509	16,025,513,291	700,482,218	4%

Etat des dépenses non autorisées (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

La Loi de Finances annuelle est l'instrument qui autorise des dépenses par programmes et activités pour chaque instance du gouvernement. Des dépenses supplémentaires pour des programmes et des activités peuvent en outre être autorisées par l'adoption de Lois de finances complémentaires.

Les virements de crédits entre administrations publiques sont interdits par la Loi relative aux Finances publiques et la Gestion économique, excepté en cas d'autorisation par une Loi de finances complémentaires. Par contre, le chef d'une administration publique peut virer un montant qui a été affecté à une activité de l'administration au cours d'un exercice ("l'activité perdante") à une autre activité de cette administration publique au cours du même exercice, à condition que le virement ne risque pas de nuire à l'activité perdante.

Le compte détaillé des affectations comprend de nombreuses activités qui sont en dépassement, alors que la somme totale des dépenses de l'ensemble de l'administration publique reste inférieure à la ligne budgétaire. Comme les administrations publiques ont la faculté de virer des crédits d'un programme ou d'une activité à l'autre, l'état des dépenses non autorisées reflète la situation à l'échelon des administrations publiques plutôt qu'à l'échelon des activités ou programmes.

Les administrations publiques suivantes ont dépassé leur ligne budgétaire au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013:

	Budget final vatu	Dépenses réelles vatu	Montant non autorisé vatu	Pourcen- tage %
ORGANES CONSTITUTIONNELS				
Président de la République	40,237,809	40,337,474	(99,665)	0%
Parlement	519,341,956	529,528,944	(10,186,988)	-1.96%
Commission de la Fonction publique	96,606,249	97,745,527	(1,139,278)	-1.18%
Cabinet juridique de l'Etat	92,199,461	92,886,916	(687,455)	-0.75%
TOTAL POUR ORGANES CONSTITUTIONNELS	748,385,475	760,498,861	(12,113,386)	-1.62%
Ministère de l'Intérieur	1,434,293,640	1,465,634,590	(31,340,950)	-2.19%
Ministère des Terres, Géologie & Mines	280,582,048	284,034,171	(3,452,123)	-1.23%
Ministère du Développement de la Jeunesse et de la Formation	29,972,624	31,255,751	(1,283,127)	-4.28%
TOTAL DES DEPASSEMENTS	1,744,848,312	1,780,924,512	(36,076,200)	-2.07%

Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement (pour l'exercice clos au 31 décembre 2013)

Les affectations budgétaires pour les dépenses de fonctionnement sont fondées sur une comptabilité de caisse modifiée qui inclut quelques postes en capital qui figurent au bilan et exclut quelques postes de régularisation qui figurent au compte des résultats. Le compte des affectations comprend les postes suivants pris dans le compte des résultats pour le Fonds de fonctionnement, comme indiqué dans l'état des secteurs, à savoir :

- ☛ Frais de personnel
- ☛ Frais d'exploitation
- ☛ Paiements de subsides et virements
- ☛ Coûts financiers

Il ne comprend pas les postes suivants du compte des résultats :

- ☛ Amortissement d'éléments d'actif
- ☛ Excédent/(Déficit) net, moins les répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat
- ☛ Eléments passés en charges
- ☛ Remboursements de la TVA payée sur l'achat de biens ou de services

Il comprend par ailleurs les postes suivants du bilan :

- Remboursements de principal pour des prêts
- Achat d'immobilisations
- Nouvelles avances ou apports en capital à des entreprises d'Etat
- Nouveaux investissements

La ligne des dépenses totales telle qu'elle apparaît dans l'état des affectations budgétaires peut être rapprochée du compte des résultats du Fonds de fonctionnement, comme illustré dans le tableau suivant :

	2013 vatu million	2012 vatu million
Dépenses selon l'état des affectations	16,026	15,417
Plus : Eléments de passif constatés par régularisation non inclus dans les affectations		
Amortissement d'éléments d'actif	1,452	1,413
Mouvement des congés cumulés	(58)	57
Provision pour indemnités d'ancienneté cumulées	423	257
Remboursements de TVA	(257)	(312)
Créances douteuses passées en charges	203	245
Charges d'intérêt	10	45
Charges d'exploitation	14	21
Total des éléments de passif constatés par régularisation non inclus dans les affectations	1,787	1,726
Moins : Dépenses en capital non comprises dans le Compte de résultats		
Remboursement de prêts en principal	(1,581)	(938)
Achat d'éléments d'actif inscrits au bilan	(679)	(1,114)
Avances supplémentaires ou apport de capital à des EE portés au bilan	-	-
Total des dépenses en capital non comprises	(2,260)	(2,052)
Dépenses selon le compte de résultats	15,553	15,091